

PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE

Début de campagne sous haute tension

P03



DIABÈTE

**5% seulement des
diabétiques ont besoin de
médicaments innovants**

P2



ANP

**L'appel du haut
commandement
aux Algériens**

P3

EAU ET ASSAINISSEMENT

**Assurer un
service public
à l'échelle
nationale
avant fin 2020**

P2

ABDELMADJID ATTAR (ANCIEN
P-DG DE SONATRACH)



**Le problème
de l'Algérie est
davantage
économique
qu'énergétique**

P5

DIABÈTE

5% seulement des diabétiques ont besoin de médicaments innovants

Des diabétologues et des spécialistes en médecine interne ont affirmé, samedi à Alger, que 5% seulement des diabétiques de type 2 "ont réellement besoin d'un traitement médicamenteux innovant".

Intervenant lors d'une conférence de presse, animée avec une élite de spécialistes, en marge de la clôture du 21ème congrès national de diabétologie, le chef de service de diabétologie-endocrinologie au Centre hospitalo-universitaire Hassani Isaad de Beni Messous, Pr. Mourad Samrouni a indiqué que "la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) refuse d'inscrire les médicaments innovants sur la nomenclature des médicaments remboursables, en raison de leurs coûts, sans se soucier de leur efficacité". "5 % seulement des diabétiques ont réellement besoin de ces médicaments dont l'efficacité est établie dans la prévention contre les complications du diabète et la garantie de l'équilibre glycémique", a-t-il dit.

Parmi les autres complications, le Pr. Semrouni, également président de la Société algérienne de diabétologie, a cité l'accident vasculaire cérébral (AVC) et la crise cardiaque, ajoutant que ce type de traitement assure l'équilibre glycémique et lutte contre l'obésité". Selon le spécialiste, "prescrire ce traitement à 5% des diabétiques contribue, au fil du temps, à réduire les coûts, étant donné que la catégorie la plus exposée à cette maladie ne cesse de s'accroître".

Pour sa part, le Pr. Mansour Brouri, spécialiste en médecine interne à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Birtraria a indiqué que "le diabète qui prend des proportions alarmantes en Algérie et dans le monde, vient en quatrième position des maladies chroniques mortelles". Si les autorités publiques n'arrivent pas à maîtriser les facteurs de risque, la hausse de l'obésité (13 millions d'Algériens en excès de poids) et l'absence de contrôle effectif du diabète (touchant 15 % des personnes âgées entre 18 à 69 ans), l'enregistrement de nouveaux cas aura "des retombées désastreuses sur la santé et l'économie nationale".

En dépit des résultats enregistrés en matière de prise en charge du diabète en Algérie depuis 2008, similaire à celle appliquée dans les pays développés, ce traitement a, néanmoins, régressé en raison



du non recours aux molécules innovantes, a indiqué Pr Brouri. Adnan Zaoum, chef de service de médecine interne à l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) de Constantine a cité "l'avantage des médicaments innovants aussi bien pour le malade que pour l'économie nationale, se référant aux résultats de ce traitement dans les pays l'ayant adopté".

Pour sa part, Yacine Sellam, maître-assistant à l'université d'Alger en pharmacologie a évoqué le fardeau qu'est le diabète pour la CNAS, vu qu'il représente, à lui seul, 28,2 % du coût global des médicaments remboursés". En 2018, l'insuline, à elle seule, a coûté à la CNAS 36 milliards de DA et les bandes-lettres d'auto-surveillance glycémique (14,5 milliards de DA) et les médicaments par voie orale (7,3 milliards de DA), soit un coût global de plus de 57 milliards de DA, a-t-il précisé.

Les coûts indirects de la prise en

charge du diabète, soit de ses complications ont dépassé 230 milliards de DA (1.9 milliard de dollars) contre près de 290 milliards de DA pour la prise en charge du diabète et de ses complications, soit 1/5 des ressources destinées au secteur de la santé, a-t-il indiqué. L'introduction des médicaments innovants évitera au malade les complications et une mort précoce, et assurera des ressources financières à la caisse et au secteur de la santé.

De son côté, le président de l'Association des diabétiques de la wilaya d'Alger, Fayçal Ouahda a cité les problèmes dont souffrent certains diabétiques, insistant sur l'impératif d'introduire les nouveaux médicaments que réclament les malades. Il a appelé les spécialistes à "appliquer les recommandations mondiales des associations et sociétés scientifiques européennes et américaines en Algérie, en adéquation avec les derniers développements survenus à travers le monde".

L'AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA NUMÉRISATION

Entrée en service avant fin 2019

L'Agence nationale pour le développement de la numérisation entrera en service avant la fin de l'année en cours, a annoncé, samedi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Edine Dahmoune.

Supervisant la cérémonie de clôture des travaux de la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public, M. Dahmoune a fait savoir que le Premier ministre avait donné des instructions pour accélérer la création et la mise en service, avant fin 2019, de l'Agence nationale pour le développement de la numérisation".

L'Agence se chargera de "définir les grands contours stratégiques en matière de promotion de l'utilisation des nouvelles technologies ce qui permettra l'émergence d'une économie numérique prometteuse dans laquelle les start-up auront un rôle pivot", a affirmé le ministre.

Le Premier ministre avait donné des

instructions urgentes aux ministères de l'Intérieur et du Travail afin de permettre aux start-up de bénéficier des locaux réalisés par l'OPGI et l'ENPI, a rappelé le ministre de l'Intérieur, ajoutant qu'un quota de 8.000 locaux sera consacré à ces start-uppers.

M.Dahmoune a fait état aussi d'instructions données aux walis à l'effet de contacter les présidents des assemblées populaires communales (P/APC) pour "consacrer des programmes obligatoires au titre du budget pour l'exercice 2020 pour le financement des projets innovants proposés par des start-up à l'effet de prendre en charge les besoins des citoyens et d'améliorer le service public".

Pour être en phase avec les avancées que connaît le monde en terme d'écosystème des start-up et réunir le cadre adéquat pour la créativité et l'adaptation, les services de la wilaya d'Alger ont procédé, en partenariat avec le Groupe Sonatrach, à la création d'un centre technologique.

Ce centre se veut "un incubateur d'excellence regroupant l'ensemble des acteurs activant dans le domaine des start-up".

Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur les recommandations formulées à la fin de la conférence, appelant ses services et les pouvoirs publics et les autorités locales à "les rassembler dans un plan d'action" contenant des mesures à court, moyen et à long termes susceptibles de concrétiser un partenariat élargi avec tous les intervenants.

Il a appelé aussi à débattre de ce plan d'action au niveau local pour garantir une forte adhésion des acteurs en la matière, et ce par l'organisation des rencontres régionales sur cette question.

A cette occasion, plusieurs conventions ont été signées entre les collectivités locales, des entreprises publiques et des start-up de plusieurs wilayas concernant de projets sur les solutions intelligentes en matière de service public local.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Assurer un service public à l'échelle nationale avant fin 2020

Le service public de la gestion de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement sera assuré dans l'ensemble des communes du pays "avant la fin de 2020", a annoncé hier à Alger le ministre des Ressources en Eau, Ali Hamame.

"Le travail (transfert de gestion) se poursuit jusqu'à ce que l'ensemble des communes du pays soient sous la responsabilité de l'Algérienne des eaux +ADE+ et l'Office national de l'assainissement +ONA+ avant fin 2020", a expliqué M. Hamame lors d'une réunion de travail avec les cadres de son secteur autour de l'examen de l'état du service public dans le secteur de l'eau et l'assainissement. M. Hamame a fait savoir qu'entre 2018 et 2019, il a été procédé au transfert de la gestion du service public de l'eau de 160 communes respectivement à l'ADE et l'ONA.

Ainsi, 140 communes ont été transférées à l'ADE, ce qui a élargi le champ d'action de cette entreprise publique à 1.000 communes établies à travers le pays. La gestion service public de l'eau de 20 autres communes a été confiée, quant à elle, à l'ONA. Cela porte le domaine de gestion de cet organe public à 1.147 communes à l'échelle nationale. Sur le plan organique, le ministre a indiqué que la clôture des projets de réalisation en cours du secteur des ressources en eau à la fin de l'année en cours, permettra de disposer de 155 milliards de dinars, qui profiteront à l'inscription de nouvelles opérations du secteur.

Au niveau du programme sectoriel centralisé, la somme issue de la clôture des opérations est estimée à 141 milliards de DA, pouvant permettre l'inscription de nouvelles opérations au profit du secteur, a précisé le même responsable.

Concernant le programme décentralisé géré par les walis, le montant disponible après clôture des opérations d'ici fin 2019, s'élève à 14 milliards de dinars. Pour ce faire, M. Hamame a appelé les différents cadres locaux du secteur à accélérer le rythme de réalisation des projets que compte le secteur, tout en assurant la régulation des crédits financiers disponibles afin de présenter le dossier de leur utilisation dans le cadre de nouveaux projets. "La Loi de Finances 2020 ne prévoit pas de nouveau programme au profit du secteur", a-t-il ainsi rappelé.

Actuellement, 2.051 opérations sont enregistrées au niveau du secteur des ressources en eau avec une autorisation de programme globale estimée à 2.918 milliards de dinars. De plus, M. Hamame a indiqué qu'elle entre dans le cadre de l'évaluation du taux d'exécution des décisions prises lors des visites de terrain dans les différentes wilayas du pays et lors des réunions de coordination interministérielle. Il a souligné la nécessité de l'amélioration continue du service public au niveau de la ressource en eau, notamment en étendant le renforcement du raccordement à l'eau potable des régions enclavées.

De plus, M. Hamame a appelé les responsables régionaux des ressources en eau, à hisser leur coordination avec les services locaux de la santé, du commerce, l'environnement, de l'agriculture et des collectivités locales, dans le cadre de la lutte contre les maladies hydriques. Lors d'un point de presse en marge de la rencontre, le ministre a indiqué que le taux de remplissage des barrages au niveau national est estimé actuellement à près de 70 %.

Concernant le risque d'inondations induit par les importantes intempéries auxquelles fait face le pays depuis quelques semaines, il a souligné qu'il s'agissait "d'une problématique mondiale causée par les effets du changement climatique". Dans ce cadre, il a exhorté à assurer l'entretien régulier des réseaux d'assainissement, citant un outil créé par une start-up algérienne pour retenir les boues et déchets au niveau des points d'évacuation des eaux usées.

PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE

Début de campagne sous haute tension

Les cinq candidats au scrutin présidentiel programmé pour le 12 décembre prochain ont entamé, hier leur campagne électorale.



Ainsi, le secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, le président du Front Al-Moustakbel, Abdelaziz Belaid, ont choisi la wilaya d'Adrar pour débiter leur campagne électorale à travers des meetings où ils comptent expliquer leurs programmes respectifs pour tenter de convaincre les électeurs de se rendre aux urnes en masse le jour du scrutin.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de campagne du candidat du RND, Mohamed Fadene, a précisé que la wilaya d'Adrar avait été choisie pour débiter la campagne, eu égard au "grand nombre de zaouïas qu'elle compte" et qu'il importerait de convaincre de l'importance du programme de leur candidat et des solutions qu'il propose à la crise que traverse le pays, mais aussi compte tenu du grand nombre d'adhérents du parti dans cette wilaya.

Pour sa part, le chargé de l'information du Front Al-Moustakbel, Raouf Maamri, a fait savoir que c'est le bureau de wilaya d'Adrar qui a souhaité que le candidat du parti, Abdelaziz Belaid, entame sa campagne à partir de cette wilaya à travers un meeting. Le candidat du parti Talaie El Houriyet, Ali Benflis, a, de son côté, décidé de commencer sa campagne à partir des wilayas de Tamanrasset et de Tlemcen

par l'organisation de deux meetings, a déclaré à l'APS son directeur de campagne, Chakib Kouidri.

Sur place, le candidat a été accueilli, par des cris « Benflis dégage ! Un dispositif policier important a été déployé pour empêcher les manifestants d'accéder au lieu du meeting.

Le candidat du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a préféré débiter sa campagne par une tournée symbolique dans la capitale afin de se rapprocher des jeunes pour écouter leurs préoccupations et leurs attentes et tenter de les convaincre par son programme. Une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le QG de sa campagne à Alger. Les manifestants se sont installés face au bureau et ont scandé les slogans du Hirak rejetant les élections présidentielles programmées pour le 12 décembre prochain. "On en a marre de ces gangs", crient les manifestants "makach el intkhabates".

Abdelmahid Tebboune, contrairement à ce qui a été annoncé, a choisi la station balnéaire de Sidi Fredj pour lancer sa campagne.

La campagne électorale, est supervisée pour la première fois par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), conformément aux dispositions de l'article 173 de la loi organique relative au régime électoral qui stipule que "la campagne électorale est déclarée ouverte vingt-cinq (25) jours

avant la date du scrutin et elle s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin".

Lorsqu'un deuxième tour du scrutin est organisé, la campagne électorale des candidats au deuxième tour est ouverte douze (12) jours avant la date du scrutin et s'achève deux (02) jours avant la date du scrutin, selon le même article.

La campagne électorale de la présidentielle du 12 décembre se distingue par la "charte d'éthique des pratiques électorales" qui a été signée samedi par les candidats et le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV). Cette Charte "expose les principes directeurs et les pratiques particulières qui forment le cadre du comportement moral attendu des acteurs et personnes participant au processus électoral". L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) compte concourir à la réussite de cette campagne électorale par le rôle de contrôle de ses délégations et coordonnateurs dans les wilayas qui "s'acquitteront de toutes les missions sensibles, depuis le suivi de la campagne électorale dans ses différents aspects organisationnels, en veillant à l'équité entre les candidats, jusqu'à la fin du processus électoral", avait déclaré son président, Mohamed Charfi, soulignant que l'ANIE "s'engage à garantir une élection régulière et démocratique".

R.N

ANP

L'appel du haut commandement aux Algériens

Le haut commandement de l'ANP a lancé à la veille du début de la campagne électorale, un appel aux Algériens.

« Le Haut commandement de l'ANP exhorte tous les citoyens jaloux de leurs pays à participer activement au côtés des forces de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité qui sont mobilisés jours et nuits et avec une grande vigilance disposés et disponibles à assurer la réussite de ce rendez-vous crucial pour l'avenir du pays et relever le défi pour renforcer et consolider la place et l'image de l'Algérie », écrit le MDN dans le communiqué. Il ajoute que « pour permettre aux citoyens et aux candidats de se déplacer et de s'exprimer dans un climat de quiétude et de sécurité à travers tout le territoire national, et à la veille de la campagne élec-

torale, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire a donné d'amples instructions et les orientations nécessaires à tous les forces et les services de sécurité concernés pour garantir les conditions adéquates et permettre au peuple algérien de participer massivement à la campagne électorale et au prochain scrutin présidentiel en toute liberté et transparence. » Le haut commandement de l'ANP affirme que toutes les dispositions ont été prises pour sécuriser le déroulement de la campagne électorale et le scrutin présidentiel.

« Dans le cadre de la sécurisation globale de l'élection présidentielle que le haut commandement de l'Armée nationale populaire c'est engagé à garantir le bon déroulement jusqu'à élire un président de la République le 12 décembre prochain,

toutes les dispositions sécuritaires nécessaires à même de garantir le déroulement de ses élections importantes pour notre pays dans les meilleurs conditions », assure le MDN.

Le communiqué rappelle que « le haut commandement de l'Armée nationale populaire a accompagné le mouvement populaire et affiché son soutien aux revendications légitimes des citoyens pour la concrétisation des changements voulus, et la réalisation de l'objectif principal consistant en l'organisation d'une élection présidentielle dans le cadre de la légitimité constitutionnelle et le respect des institutions de l'État et rendre l'espoir aux Algériens pour un meilleur avenir, comme espéré par nos valeureux martyrs. »

Mohamed Amine Messaid nouveau directeur de campagne de Tebboune

Le candidat Abdelmadjid Tebboune a désigné Mohamed Amine Messaid comme nouveau directeur de campagne pour succéder à Abdellah Baali, démissionnaire, pour des raisons qui restent inconnues. Le nouveau directeur de campagne est une de ses connaissances, un haut cadre de l'Etat qui était Directeur de cabinet de Tebboune, en tant que ministre de l'Habitat et précédemment, chef de cabinet de Selal. Mohamed Amine Messaid, qui avait également occupé le poste de président de Holding tourisme, est un ancien cadre du ministère des Finances âgé de 66 ans et diplômé de l'Ecole nationale du Trésor de Paris.

BANQUE D'ALGÉRIE

Ayman Benabderrahmane prend ses fonctions de gouverneur

M. Aymane Benabderrahmane a pris hier ses fonctions de gouverneur de la Banque d'Algérie, en remplacement de M. Amar Hiouani qui occupait ce poste par intérim. A cette occasion, M. Benabderrahmane s'est dit déterminé à "aller de l'avant pour poursuivre la réalisation des chantiers engagés par la Banque d'Algérie et d'entamer de nouveaux". Pour le nouveau gouverneur de la Banque des banques, la première mission qui lui a été confiée, consiste à "restauration la confiance" entre le citoyen et la sphère bancaire. Il s'agit également d'œuvrer à la redynamisation des banques et des institutions financières, pour la mettre à la page des évolutions enregistrées au niveau international. Affirmant que la Banque d'Algérie était "une institution publique et républicaine", M. Benabderrahmane a rassuré elle demeurera à "l'écoute des préoccupations des citoyens et des opérateurs économiques" Pour consacrer le principe de la transparence, le nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie a promis de tenir des rencontres périodiques avec la presse dans l'objectif d'informer l'opinion publique sur les mutations de la place financière.

SONATRACH

Kamel-Eddine Chikhi installé nouveau P-DG

M. Kamel-Eddine Chikhi a pris, hier à Alger, ses fonctions au poste de Président-Directeur Général (PDG) du Groupe Sonatrach en remplacement de M. Hachichi Rachid.

Président la cérémonie d'installation, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a félicité le nouveau PDG de Sonatrach pour ce poste, l'appelant à fournir davantage d'efforts pour permettre à Sonatrach de garantir la sécurité énergétique du pays à long terme. Dans le même cadre, il a mis en exergue les réalisations de M. Chikhi, notamment sa contribution à la promotion du domaine minier, et sa supervision des travaux de recherche sanctionnés par d'importantes découvertes, outre sa gestion de plusieurs projets de développement de nouveaux pôles pétroliers et gaziers à Reggane, Timimoune et Adrar.

Le ministre a salué, par ailleurs, les efforts consentis par l'ex-PDG du Groupe, Rachid Hachichi en vue de mener Sonatrach vers davantage de développement, valorisant, en outre, sa contribution active à la présentation et à l'explication de la loi sur les hydrocarbures, adoptée jeudi à la majorité, par l'Assemblée populaire nationale (APN). La loi sur les hydrocarbures, a précisé M. Arkab, vise à "encourager l'investissement en matière d'hydrocarbures via Sonatrach, seule ou en partenariat avec des compagnies étrangères dotées de grandes capacités financières et technologiques, en vue de répondre aux besoins croissants du marché national en ressources pétrolières". "Les défis d'aujourd'hui sont importants et à leur tête l'exploitation et la valorisation de nos ressources, en consentant davantage d'efforts en matière d'exploration, en vue de renouveler nos réserves en hydrocarbures, doubler la production et répondre aux exigences de la consommation nationale croissante en gaz naturel et produits pétroliers", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le nouveau PDG a déclaré que "la responsabilité dont il vient d'être investi est grande et lourde à la fois. Pour cela, il ne ménagera aucun effort en vue de s'acquitter pleinement de son devoir".

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'APPUI DES START-UP

Nécessaire mise en place d'un cadre réglementaire

Les travaux de la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public, tenue samedi à Alger, ont été sanctionnés par une série de recommandations s'articulant essentiellement autour de la mise en place d'un cadre réglementaire définissant les statuts des start-up et d'un écosystème propre à ces entreprises composé de l'ensemble des acteurs et des intervenants.

Issues des 5 ateliers de cette Conférence, ces recommandations reposent sur 4 axes ayant trait au système, à la coordination entre les différents acteurs, au financement, au plan de charges en faveur des start-up, à la formation ainsi qu'à la coopération internationale et à l'échange.

Ces recommandations ont souligné la nécessité de faciliter aux start-up l'accès à la commande publique à travers l'adaptation du cahier de charges en y introduisant une clause faisant obligation de recourir à la sous-traitance avec ces startups, tout en incitant les opérateurs publics et privés à recourir aux solutions innovantes créées par ces entreprises.

En outre, les secteurs ministériels et les entreprises économiques ont été appelés à promouvoir le partenariat avec les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants et de prendre des mesures incitatives à caractère fiscal pour que les opérateurs public et privé recourent aux solutions innovantes proposées par les startups.

Entre autres recommandations, figure la réactivation des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 247-15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégations du service public à travers la promulgation d'une décision du ministre des Finances pour le soutien aux micro-entreprises et aux start-up.

Les recommandations de cette conférence prévoient également l'affectation par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire d'une enveloppe financière au titre de l'exercice 2020 destinée à l'acquisition de solutions intelligentes dans le domaine des services publics, outre l'incitation des secteurs ministériels au développement des applications intégrables (comme la carte d'identité biométrique) et à la mise en place de mécanismes centraux pour le suivi des projets réalisés dans le cadre de partenariat avec les collectivités locales et les startups.

Il s'agit également de l'importance d'améliorer la nomenclature des programmes d'investissement public à travers l'insertion des nouvelles solutions innovantes par les start-up, d'exhorter les collectivités locales à signer une convention d'expertise avec ces entreprises ainsi que de lancer le projet intitulé "le premier client" permettant à la start-up d'obtenir un premier marché via la commande publique.

Les recommandations mettent l'accent également sur la promotion du rôle des incubateurs au niveau du système intégré des start-up notamment au niveau des universités, des entreprises, des banques, des centres de recherche, outre la création d'une agence chargée de la coordination pour élaborer le cadre réglementaire définissant les statuts des start-up.



Il a été recommandé également de développer les points de contact au niveau des 48 wilayas pour assurer un rôle de médiateur chez les start-up et les collectivités locales, enrichir la plateforme électronique des start-up mise en place par le ministère de l'Intérieur tout en ouvrant aux porteurs d'idées innovantes.

Les start-up ont été appelées, dans le cadre des mêmes recommandations, à se rassembler sous forme d'associations locales ou nationales et créer des réseaux de coopération unifiant leurs efforts.

S'agissant de la formation, le ministère de l'Intérieur a programmé la création d'incubateurs de start-up dans le but de favoriser l'émergence de start-up spécialisées dans domaine du service public, notamment en ce qui concerne la pièce d'identité biométrique, le traitement des déchets et l'éclairage public.

Il a été convenu, dans ce sillage, d'organiser des cycles de formation au profit

des start-up et leurs incubateurs sur le service public de proximité.

Pour ce qui est de la coopération internationale et de l'échange d'expertises, l'accent a été mis sur l'importance de s'assurer de la mise à profit des expertises de l'élite ayant immigré et de la diaspora dans l'accompagnement et le développement des start-up et d'inclure l'axe start-up innovation dans les accord et protocoles de coopération bilatérale et conjointe, soit avec l'Union européenne (UE), l'Afrique ou l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

De plus, parmi les recommandations figure l'introduction de l'axe portant sur la promotion des start-up au titre des accords de coopération décentralisée avec leurs homologues étrangères, l'institution d'un concours annuel intitulé "Les start-up de l'année", destiné aux start-up africaines, en vue de consolider les échanges entre les pays africains et promouvoir également l'image des entre-

prises algériennes, aussi bien startups et innovantes.

A rappeler que cette Conférence internationale sur l'appui des start-up vient en application des mesures prises par le Gouvernement en direction des start-up, notamment celles annoncées par le Premier ministre, début octobre, concernant notamment la création de trois (3) zones technologiques au niveau national au profit des start-up et d'un fonds national de financement et d'appui aux initiatives de ces entreprises innovantes, ainsi que la facilitation de l'environnement fiscal au profit des startups notamment à travers d'importantes exonérations fiscales.

Ladite Conférence a également exhorté l'appareil exécutif à œuvrer davantage à l'amélioration du climat des affaires pour les start-up et ce à travers la facilitation des procédures administratives relatives à la création et au développement de ces entreprises et la facilitation de son accès au foncier.

L'ACCOMPAGNEMENT DES START-UP

L'Algérie, un "modèle"

"L'expérience algérienne en matière d'accompagnement des startups bénéficie d'un intérêt particulier de la part des pays du voisinage". C'est ce que dit le ministre du Commerce, Saïd Djellab ajoutant que l'Algérie constitue un « modèle » en matière d'accompagnement des start-up du numérique, et de soutien des compétences juvéniles pour s'intégrer dans l'économie nationale.

Le ministre a cité pour preuve, la présentation de cette expérience au cours d'une rencontre à Athènes (Grèce).

Il a qualifié cette catégorie d'entreprises de "moteur" de l'économie nationale, "de-

vant désormais intégrer les nouvelles technologies et la numérisation, afin de pouvoir devenir compétitive à l'échelle mondiale".

Le ministre a cité pour preuve du grand intérêt accordé par l'Etat aux start-up "la tenue précédemment d'une conférence nationale qui leur a été consacrée, sous la présidence du Premier ministre", a-t-il dit.

Il a, aussi, évoqué, entre autres mesures, les exonérations fiscales et l'institution d'un Fonds pour le développement d'un écosystème favorable pour la promotion de ces jeunes entreprises, et ce parallèlement à "la coordination des efforts de tous

les secteurs concernés, dont celui du Travail, et de la Sécurité sociale, et de l'Intérieur, des Collectivités locales, et de l'Aménagement du territoire, en vue d'assurer l'intégration de ces start-up", a-t-il souligné.

S'exprimant sur le rôle de son département ministériel dans le soutien de ces start-up, le ministre du Commerce a fait part d'une action en cours en vue du développement d'un "écosystème" favorable aux start-up, outre la promulgation "prochaine" d'une Loi portant sur une agence nationale de numérisation pour l'intégration des startups.

ABDELMADJID ATTAR :

Le problème de l'Algérie est davantage économique qu'énergétique

Le gros problème auquel est confrontée l'Algérie est davantage économique qu'énergétique, considère l'ancien P-DG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar.



Invité, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, ce dernier explique qu'avec les faibles réserves d'hydrocarbures, dont disposerait actuellement le pays, il faudrait, à un moment, donner la priorité à la satisfaction intérieure et donc de ne plus tabler sur leur exportation.

Selon lui, c'est la « rente » tirée des exportations d'hydrocarbures qui est, aujourd'hui, en danger, ajoutant qu'il n'y a, par contre, pas de souci à se faire en matière d'approvisionnement énergétique interne, pour autant, prévient-il,

qu'on développe l'usage des énergies renouvelables.

Pour cet expert en énergie, le plus important, aujourd'hui, consiste à diversifier « absolument » ces types d'énergies pour pouvoir se libérer des seules recettes générées par les hydrocarbures. M. Abdelmadjid Attar est, par ailleurs, catégorique : il ne faudrait pas, d'après lui, s'attendre à la nouvelle d'importants gisements d'hydrocarbures et ce n'est pas, relève-t-il, en édictant une loi « qu'on va en découvrir plus ». Pour lui, de nouveaux Hassi-Messaoud, Hassi-R'mel et Berkine « c'est fini ».

Des éventuels gisements énergétiques que pourraient receler les zones off-shore, sur lesquelles, note-t-il, il existe très peu de données géologiques, l'intervenant mitige les espérances affichées jusque là, s'appuyant pour cela sur les conclusions des techniciens y ayant travaillé. Il y a, selon lui, « très peu de chances d'en découvrir ».

Démentant les propos de responsables assurant qu'il reste encore 70% du territoire encore inexploité, M. Attar considère que ces derniers « racontent des histoires ». Il explique que s'il est aussi affirmatif, c'est « parce que

j'ai passé ma vie à faire de l'exploration ».

Pour lui, si on a laissé croire qu'il y avait encore assez de pétrole et de gaz à exploiter, « c'était pour rassurer la population ». « Lorsque j'ai dit le contraire, on m'a traité de "pétro pessimiste" ».

Évaluant, d'autre part, les quantités « probables et possibles » de gaz conventionnel encore inexploités, l'invité les estime à environ 4.000 à 4.200 milliards de mètres cubes. Pour ce qui concerne les ressources pétrolières, il met en avant des quantités de 1,5 milliard de tonnes.

ARAMCO

Prévoir introduire 1,5% de son capital en bourse

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé hier prévoir introduire 1,5% de son capital en Bourse à Ryad, une opération qui devrait lui rapporter entre 24 et 25,5 milliards de dollars et valoriser l'entreprise à environ 1 700 milliards de dollars. « La première offre concernera 1,5% des parts de l'entreprise », a indiqué Aramco dans un communiqué dans lequel il est précisé que la fourchette du prix de l'action sera de 30 à 32 riyals (entre 8 et 8,5 dollars).

L'objectif a été revu à la baisse par rapport à la valorisation à 2 000 milliards de dollars un temps visée par le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, mais l'opération pourrait tout de même rivaliser avec la plus grosse introduction en Bourse de l'histoire: celle du géant chinois du commerce électronique Ali-

baba, qui avait levé 25 milliards de dollars à New York en 2014. Dimanche marque le premier jour de la période de souscription qui doit durer jusqu'au 4 décembre. Le prix final de l'action sera arrêté le 5 décembre, selon le prospectus publié par l'entreprise il y a une semaine.

Investisseurs et experts s'attendaient à un plan initial d'introduction en Bourse d'Aramco comportant deux volets: l'introduction de 2% du capital sur le Tadawul, indice de référence de la Bourse de Ryad, suivie de l'introduction de 3% sur une place boursière internationale. Mais l'entreprise a affirmé qu'aucun plan pour une introduction à l'étranger n'était à l'ordre du jour actuellement. Aramco, qui produit environ 10% du pétrole mondial, est considéré comme le joyau économique du royaume

saoudien, premier exportateur mondial de brut, et le pilier de sa stabilité économique et sociale. Son introduction en Bourse constitue la pierre angulaire du plan de réformes du prince héritier pour diversifier l'économie du royaume, ultradépendante du pétrole.

L'Arabie saoudite a déployé des efforts spectaculaires pour faire de cette opération un succès, incitant de riches familles saoudiennes et des acteurs institutionnels à investir, certains qualifiant même l'acte de "devoir patriotique". Mais, malgré une intense campagne de promotion, des informations font état de difficultés pour Aramco à attirer des investisseurs institutionnels étrangers, sur fonds de perspectives incertaines pour le secteur de l'énergie et en raison des craintes sur la transparence et la gouvernance du géant saoudien.

BREXIT

Aucun traitement de faveur pour les Européens après 2020

Les conservateurs britanniques ont prévenu hier qu'ils mettraient fin en janvier 2021 au traitement préférentiel réservé aux ressortissants de l'Union européenne s'ils gagnent les élections législatives du 12 décembre.

L'immigration en provenance de l'UE, jugée trop importante aux yeux des partisans du Brexit, a été l'une des principales sources de motivation des électeurs britanniques qui ont voté majoritairement en faveur d'un retrait britannique de l'UE lors du référendum de juin 2016.

Le parti conservateur a souligné dimanche que les ressortissants de l'UE devraient, à

compter de la fin de la période de transition post-Brexit en janvier 2021, patienter cinq ans, au lieu de trois mois actuellement, pour bénéficier des prestations sociales britanniques.

« Notre sortie de l'UE offre une nouvelle occasion (...) de nous assurer que tous ceux qui viennent ici seront traités de la même manière. Nous rendrons notre système d'immigration équitable », a promis le Premier ministre Boris Johnson dans un communiqué.

Les conservateurs ont également l'intention d'augmenter la surcharge de santé versée par les immigrés au système public de santé britannique, le NHS (National Health Service), de

400 livres (467 euros) à 625 livres à partir de l'an prochain, et de l'étendre à tous les travailleurs étrangers.

La vaste majorité des candidats à l'installation au Royaume-Uni devront présenter une offre d'emploi, quel que soit leur pays d'origine. Des exemptions ne seront accordées qu'aux scientifiques hautement qualifiés et aux personnes souhaitant créer une entreprise, ajoutent les conservateurs.

Les tories sont donnés favoris des élections du 12 décembre, avec 44% à 45% des intentions de vote selon les dernières enquêtes d'opinion publiées ce week-end.

RUSSIE

Dans la voie de la dédollarisation

La Russie continue d'emprunter la voie de la dédollarisation et le fonds souverain russe va se détourner de la devise américaine pour privilégier d'autres monnaies comme le yuan ou l'euro, tout comme la banque centrale l'avait fait précédemment, selon Les Échos.

En 2020, le Fonds de la richesse nationale russe va diminuer la part de ses investissements dans le dollar, lesquels représentent un peu plus du tiers de ses actifs, au profit d'autres monnaies, signale Les Échos, en se référant au vice-ministre russe des Finances Vladimir Kolytchev. Le journal rappelle que Moscou a opté pour la dédollarisation de son économie et de son système financier depuis 2014, lorsque les tensions avec les États-Unis se sont aggravées, afin de contourner les sanctions. « La banque centrale russe a ainsi conclu des accords d'échange de devises avec des pays « en délicatesse » avec les États-Unis comme l'Iran, la Chine et Turquie », signalent Les Échos.

En outre, la Russie a augmenté ses réserves dans les devises de ses partenaires des BRICS, favorisant les échanges commerciaux entre les pays membres, d'un montant de 125 milliards de dollars en 2018.

Vendre les dollars pour stabiliser le rouble

La vente des dollars a permis à la Russie de faire remonter et de stabiliser le rouble, qui avait chuté de 17% en 2018

Le média constate que « depuis le début de l'année, la devise russe s'est reprise et a progressé de 7,6% par rapport au billet vert ».

Le président de la banque VTB Andreï Kostine a déclaré pour sa part que toutes les conditions requises avaient été réunies en Russie pour la croissance économique et que le pays poursuivait la voie de la dédollarisation de ses échanges internationaux. « La part des paiements dans des monnaies autres que le dollar a déjà dépassé 50% dans les échanges avec l'UE, la Chine et les BRICS. Les banques et entreprises russes sont parvenues à diminuer la dépendance au financement étranger (essentiellement en dollars). La part des actifs en dollars dans les réserves de change russes a déjà diminué de 50% », a précisé M.Kostine.

Pas d'emprunts en dollars en 2020

Le ministre russe des Finances, Anton Silouanov, a fait savoir à la mi-septembre qu'en 2019 et 2020 la Russie n'emprunterait pas de dollars.

« Nous allons emprunter en monnaies autres que le dollar. Pour le reste de l'année en cours, nous n'avons plus l'intention d'emprunter sur des marchés étrangers [...]. Et l'année prochaine, on verra. Nous emprunterons peut-être non seulement en euros, mais aussi en yuans », a détaillé le ministre.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
WILAYA DE BEJAIA

NIF N°41 000 600 000 6012

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du Décret Présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public, la Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Bejaia, informe l'ensemble des Entreprises ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17/2019

« Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds A Travers La Wilaya 2^{ème} Tranche»

- Lot 01: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de SIDI AICH.
- Lot 02: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de BEJAIA et OUED GHIR.
- Lot 03: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune d'AOKAS.
- Lot 04: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de KHERRATA.
- Lot 05: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de TICHY, TALA HAMZA et BOUKHLIFA.
- Lot 06: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes SOUK EL TENINE et MELBOU.
- Lot 07: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de TIMEZRET.
- Lot 08: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de TAZMALT.
- Lot 09: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'AMIZOUR et FERAOUN.
- Lot 10: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de SEDDOUK et AMALOU.
- Lot 11: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'ELKSEUR, TOUDJA et FENAIJA.
- Lot 12: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'AKBOU et IGHZER AMOKRANE.

Paru en dates du 05/09/2019 sur les quotidiens nationaux La Nation, El DIYAR

Qu'à l'issue de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement comme suit :

Lot 01: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de SIDI AICH : Au profit de l'entreprise SARL OULED MADI TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUE, NIF N°0015190091801158, offre la moins disante, pour un montant de 13 566 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 57.33/89 Points

Lot 02: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de BEJAIA et OUED GHIR : Au profit de l'entreprise ETTH ARROUCHE RACHID, Béjaia, NIF N°196206410001156, offre la moins disante, pour un montant de 4 533 900.00 DA TTC et un délai de réalisation de Quinze (15) Jours, avec une note technique de 66/89 Points.

Lot 03: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune d'AOKAS : Au profit de l'entreprise ETTH ARROUCHE RACHID, Béjaia, NIF N°196206410001156, offre la moins disante, pour un montant de 2 189 600.00 DA TTC et un délai de réalisation de Quinze (15) Mois, avec une note technique de 61/89 Points.

Lot 04: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de KHERRATA : Au profit de l'entreprise ETGTPH BOUKHATEM ABDELKADER, NIF N°197224010142145, offre la moins disante, pour un montant de 7 568 400.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 60/89 Points.

Lot 05: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de TICHY, TALA HAMZA et BOUKHLIFA : Au profit de l'entreprise ETTH ARROUCHE RACHID, Béjaia, NIF N°196206410001156, offre la moins disante, pour un montant de 10 519 600.00 DA TTC et un délai de réalisation de Quinze (15) Jours, avec une note technique de 56/89 Points.

Lot 06: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes SOUK EL TENINE et MELBOU : Au profit de l'entreprise ETTH ARROUCHE RACHID, Béjaia, NIF N°196206410001156, offre la moins disante, pour un montant de 3 808 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Quinze (15) Mois, avec une note technique de 60/89 Points.

Lot 07: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de TIMEZRET : Au profit de l'entreprise SNC DJOUADI ET SAIDOUNE, NIF N°000506018503447, offre la moins disante, pour un montant de 11 900 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 63.5/89 Points.

Lot 08: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers la Commune de TAZMALT : Au profit de l'entreprise EGTPH TITEM ABDELKARIM, NIF N°196406250238233, offre la moins disante, pour un montant corrigé de 17 344 250.00 DA TTC et un délai de réalisation de Cinquante (50) Jours, avec une note technique de 54/89 Points.

Lot 09: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'AMIZOUR et FERAOUN : Au profit de l'entreprise EGTPH FERRADI ATHMANE, Béjaia, NIF N°196906080010835, offre la moins disante, pour un montant de 14 280 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 51.5/89 Points.

Lot 10: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes de SEDDOUK et AMALOU : Au profit de l'entreprise EGTPH BENSACI RIADI, NIF N°185062300175120, offre la moins disante, pour un montant de 11 007 500.00 DA TTC et un délai de réalisation de Trente (30) Jours, avec une note technique de 60.67/89 Points.

Lot 11: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'ELKSEUR, TOUDJA et FENAIJA : Au profit de l'entreprise ETPHF FODIL ABDERRAZAK, NIF N°197816010342339, offre la moins disante, pour un montant de 6 545 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 51.5/Points.

Lot 12: Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes d'AKBOU, et IGHZER AMOKRANE : Au profit de l'entreprise AMOURI FATEEL, NIF N°175390101349118 offre la moins disante, pour un montant de 25 347 000.00 DA TTC et un délai de réalisation de Soixante (60) Jours, avec une note technique de 73/89 Points.

Les soumissionnaires désirants prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres sont invités de se rapprocher des services de la Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Bejaia, au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution de cet avis.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré peut introduire un recours dans les dix (10) jours à compter de la première parution de cet avis sur les Quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la commission des Marchés Publics de la wilaya de Bejaia.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE LA VILLE

DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

WILAYA DE BORDJ BOU ARRERIDJ
N° fiscal 000 234 015 009 059.

...../2019

Mise en demeure n° 01

L'entreprise (EURL) GUERROUCHE REALISATION
Gérant GUERRUACHE RAOUF demeurant au N°:55
lotissement 560 lots boulevard (A-S) commune de Bordj Bou
Arreridj titulaire du marché n° 566 du 22/07/2012 relatif à la
réalisation des travaux du réseau d'assainissements du POS
N°05 commune de Khelil wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Est mise en demeure pour reprendre les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériels nécessaires pour l'achèvement des travaux (Realisation Avaloires) et ce, sous huitaine à partir de la parution de cette mise en demeure aux quotidiens nationaux .

Faute de quoi, des mesures coercitives seront appliquées à l'encontre de l'entreprise.

FAIT A B.B.ARRERIDJ LE 30 OCT 2019
LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMIET
DAIRA DE LARDJEM
COMMUNE DE LARDJEM
NIF : 09563809004238
N°: 37 /2019

Annonce d'attribution provisoire

En application de l'article 63 du décret présidentiel N° 247/15 du 16/09/2015 modifié et complété qui régit les marchés publics, la commune de LARDJEM annonce à tous les soumissionnaires, les résultats de l'annonce AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°33 en date le 23/08/2019 publiée aux journaux suivants :

2019/08/25: جريدة الجلفة (بالغة العربية) تاريخ

JOURNAL NATION (EN FRANÇAIS) : 26/08/2019

SEMAINE DU 01 AU 07 SEPTEMBER 2019: بالغة العربية و الفرنسية: BOMOP الرسمية للمعاملة العمومي

Après l'étude des offres par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, l'évaluation des offres en date le 13/10/2019, projet REHABILITATION DU CHEMIN RELIANT RN 19 VERS DOUAR DOUADOUA SUR 2000 ML en date le 05/10/2019, projet AMENAGEMENT ET REVETEMENT DES BRETILLES DOUAR CHERAWGA (2 ème tranche) SUR 2000 ML les projets a été attribué provisoirement LES l'entreprise suivante:

DESIGNATION DES LOTS	ENTREPRISE DE REALISATION	LA NOTE TECHNIQUE	MONTANT DE L'OFFRE EN TTC	MOYEN D'EXERCICE EN TTC	DELAI DE REALISATION	NIF	CRS
NTS-591.2.263.399.18.02	SARL SKBN GERANT SOUKNET KHALED ABDELHADI	81	15 866 312,5 0	/	08 MOIS	001698070248860	QUALITE TECHNIQUE FAIBLE OFFRE FINANCIERE LE MOINS DISANT
NTS-591.2.263.399.19.01	MOSBAH ABDELKADER	82	12 353 150,0 0	//	06 MOIS	158380600109181	QUALITE TECHNIQUE FAIBLE OFFRE FINANCIERE LIMITEE

Pour les soumissionnaires intéressés pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard (03) jours à compter de la première parution de l'attribution provisoire dans les journaux quotidiens ou le BOMOP, le recours est introduit dans les dix (10) jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant, les soumissionnaires qui contestent le choix opéré pour le service contractant introduire les recours, devant la commission communale des marchés.

FAIT A LARDJEM LE
LE PRESIDENT DE L'APC



PAGE RÉALISÉE PAR SID ALI NACERI

SKIKDA

12 nouvelles lignes de transport urbain pour la nouvelle ville Bouzaâroura



Douze (12) nouvelles lignes de transport urbain ont été introduites récemment à la nouvelle ville Bouzaâroura (Est de Skikda), a-t-on appris mercredi auprès du directeur local des transports, Salim Hantabeli.

Douze (12) bus relevant de l'entreprise de transport urbain de la ville de Skikda et de l'établissement de transport de voyageurs ont été réservés à la wilaya pour assurer la

liaison entre Skikda et Bouzaâroura en passant par les quartiers Larbi Ben M'hidi et Allaoua Teghane, a précisé le même responsable.

L'introduction de ces lignes vise à faciliter le déplacement des citoyens vers la nouvelle ville Bouzaâroura qui connaît des vagues de relogement tout en contribuant à réduire la pression exercée sur les quartiers Larbi Ben M'hidi et Allaoua Teghane, a-t-il souligné.

Afin d'atténuer la pression exercée sur cette nouvelle ville, où plus de 2.000 habitations ont été attribuées à leurs bénéficiaires, a expliqué M. Hantabeli, la même direction a procédé à la répartition de 27 bus de transport privé, qui fonctionnent sur la ligne Filfila- Skikda sur la cité Salah Cheboul et El Kerya pour passer sur le côté supérieur de Bouzaâroura.

Le processus de création de nou-

velles lignes de transport urbain intervient suite aux demandes de milliers de citoyens qui ont bénéficié de nouveaux logements, a ajouté le même source.

Le nouveau quartier Mesyoune situé sur les hauteurs de la ville de Skikda, qui a également connu une expansion importante grâce à la distribution de nouveaux logements, a été soutenu par 25 bus de transport privé, a-t-il fait savoir.

HASSI-MESSAOUD (OUARGLA)

Des interventions chirurgicales par endoscopie au profit des patients

Des interventions chirurgicales par endoscopie au profit des malades manifestant des complications de la vésicule biliaire, ainsi qu'en gynécologie ont été lancées samedi au niveau de l'établissement public hospitalier "EPH-Défunt Moudjahid Hocine Aït Ahmed" de la ville de Hassi-Messaoud, (80 km Est d'Ouargla), a-t-on appris des responsables de cet établissement hospitalière.

Ménées dans le cadre des secondes journées médico-chirurgicales, ces interventions ont été opérées suite à la mise en service aujourd'hui de l'appareil d'endoscopie et d'autres équipements médicaux modernes au niveau de cette structure dans le but d'une meilleure prise en charge médicale des malades au niveau local, a précisé le directeur de l'EPH, Farid Neggaz.

Pas moins de 40 interventions sont programmées, une semaine durant (16-22 novembre), par endoscopie de la cholécystectomie ou ablation de la vésicule biliaire au profit des malades et d'autres pathologies gynéco-obstétriques, sous la supervision du Pr. Zakaria Messaoudi, chirurgien généraliste au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Kouba, Alger, assisté par un staff médical et paramédical local.

A ces interventions viennent se greffer également la programmation, au titre du jumelage inter-hôpitaux du Sud et Nord du pays, de plus 500 consultations médicales spécialisées à assurer par un corps médical du CHU-Kouba, composé des praticiens spécialistes en cardiologie, endocrinologie, ORL et échographie



et scanner, au profit des malades inscrits préalablement au niveau de l'EPH de Hassi-Messaoud, a ajouté M. Neggaz.

Selon le même responsable, ces journées médico-chirurgicales devront permettre aux personnels médicaux et paramédicaux, praticiens,

sages-femmes et paramédicaux, exerçant à l'EPH de Hassi-Messaoud de s'initier aux techniques de réanimation des nouveau-nés sous la conduite de pédiatres du CHU de Kouba.

Le programme de cette initiative prévoit également l'animation

d'une journée d'étude et de formation au profit du corps médical et paramédical, des deux secteurs public et privé, leur permettant d'approfondir leurs connaissances médicales sur les nouveautés que connaît la médecine.

Pas moins de 500 consultations

spécialisées et 26 interventions en chirurgie générale avaient été opérées au profit des malades de la région durant la première édition des journées médico-chirurgicales initiées au mois de mars dernier, a rappelé le directeur de l'EPH de Hassi-Messaoud.

TIZI-OUZOU

Des stocks de sécurité en gaz butane pour trois communes à risque d'enclavement

Les communes de Yatafène et Iboudrarene à l'extrême sud de Tizi-Ouzou et Mkira (extrême sud-est), classées à risque d'enclavement, seront dotées de stocks de sécurité en gaz butane, a-t-on appris samedi auprès du district de Gaz de pétrole liquéfié (GPL) de Naf-tal.

Ces trois localités recensée commune à "fort risque d'isolement" seront dotées d'un stock de sécurité allant de 200 à 400 bouteilles de gaz butane (B13), pour faire face à d'éventuelles situations d'urgence durant cet hiver, a décidé la direction du district GPL de Tizi-Ouzou dans son plan d'action pour la campagne hivernale 2019/2020.

Au titre de ce même plan d'action, dont une copie a été remise à l'APS, le district GPL a procédé au renforcement du stock de la wilaya par 7 000 bonbonnes de gaz butane, neuves auxquelles s'ajouteront 2 000 autres bouteilles B13 réparées et en plus de l'acquisition de 3.000 robinets neufs.

Le centres enfûteurs de Oued Aïssi (Tizi-Ouzou), le micro-centre de Fréha, et les dépôts relais de Tizirt, Ouadhias et Ain El Hammam assurent la production et la mise sur le marché de 24 000 bouteilles de gaz butane/jour. La mise

en exploitations du micro-centre de Ouadhias permet de produire quotidiennement 1 000 bonbonne supplémentaires, a-t-on ajouté.

La capacité de conditionnement de gaz butane de la wilaya est de 31 000 bouteilles B13/jour. A cela s'ajoute une capacité de production de 400 bouteilles de propane (P35)/jour. La capacité de stockage du gaz butane est de 1 672 tonnes au niveau des centres de Oued Aïssi, Fréha et Ouadhias en plus de 28 408 Bouteille B13 aux dépôts relais de Tizirt, Ouadhias et Ain El Hammam. Pour le propane la capacité de stockage est de 150 tonnes, a-t-on relevé.

Cette production et son acheminement sont assurés par 39 agents de production, 27 chauffeurs et 17 convoyeurs pour toute la wilaya, a-t-on précisé en observant qu'avec le raccordement de la wilaya au réseau de gaz naturel et qui atteint un taux de 86,4% représentant 304 649 foyers, la pression sur la bouteille de gaz butane a sensiblement baissée ces dernières années.

Pour le développement de son activité dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le district GPL de Tizi-Ouzou a prévu la réalisation de trois stations GPL/C au niveau des dépôts relais de à horizon 2020), Fréha (2020) et à Oued Aïssi (2021).

BATNA

Ouverture d'une polyclinique dans la commune reculée de Chir

Une nouvelle polyclinique a été mise en service dans la commune reculée de Chir, dans la wilaya de Batna, a indiqué mercredi le chef du service professions et structures sanitaires à la direction de la santé, Yacine Mechouma.

Selon la même source, cette structure a été renforcée par les moyens matériels et encadrement humain nécessaire à son fonctionnement et la prise en charge médicale des habitants de cette commune relevant de la daïra de Theniet El Abed au relief montagneux.

Avec la réception de cette nou-

velle structure, la wilaya de Batna compte désormais 62 polycliniques situées en majorité en zones rurales et reculées afin d'assurer des prestations sanitaires de proximité à la population.

L'hôpital 120 lits de Theniet El Abed s'est renforcé dernièrement d'un service de maternité tandis que l'hôpital 60 lits de T'kout a connu l'ouverture d'un service de médecine interne, selon la même source qui a précisé que les premiers accouchements ont été conduits avec succès dans ces nouvelles structures.

BECHAR

Ouverture "prochaine" d'un nouveau village touristique de l'ONAT à Taghit

Un nouveau village touristique sera "prochainement" ouvert aux touristes nationaux et étrangers en visite dans la région touristique de Taghit (97 km au sud de Bechar), a-t-on appris samedi auprès d'un représentant local de l'office national algérien du tourisme (ONAT).

"Nous sommes en voie de l'ouverture de cette nouvelle structure touristique à Taghit, région très prisée par les touristes nationaux et étrangers en cette période de tourisme saharien", a précisé à l'APS Mohamed Benamar. "Avec une capacité d'accueil de 100 lits (chambres) et une autre de 80 lits en camping, ce village touristique augmentera l'offre en hébergement hôtelier dans

cette collectivité à vocation touristique, de même que renforcer la destination touristique de la Saoura, qui connaît depuis quelques années un engouement de touristes nationaux et étrangers", a-t-il souligné.

"Cette structure hôtelière et touristique de l'ONAT, est aussi dotée d'un restaurant de plus de 100 couverts, spécialisé uniquement dans la gastronomie locale, dans le but de promouvoir les traditions culinaires de la Saoura", a indiqué M.Benamar. "Auparavant l'ONAT a investi plus de 16 millions DA pour la reconversion d'un ancien village agricole à l'abandon en village touristique à Touzdit ,(160 km au sud de

Bechar),comprenant seize (16) appartements totalisant une capacité d'accueil de 120 lits extensibles à 200 lits", a-t-il ajouté.

"Cette structure touristique qui s'étend sur une superficie de 4.500 m2,et qui dispose de toutes les commodités pour le repos et les loisirs des touristes en milieu saharien et qui est dotée également d'un restaurant de 100 couverts, est située dans une zone à hautes valeurs naturelles, touristiques et archéologique, et fait partie depuis le mois de mars 2018 des produits touristiques proposés aux touristes exprimant le vœux d'un séjour dans la Saoura", a fait savoir le même responsable de l'ONAT.

LABOURS-SEMAILLES

Prévision de réalisation de plus 25.000 hectares à El Tarf

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf prévoit la réalisation de 25.000 hectares dont 21.640 hectares de blé dur et 3.000 autres d'orge, au titre de la campagne labours-semailles 2019-2020, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur local du secteur, Kamel- Eddine Benseghir.

En plus de 25.500 hectares destinés à céréaliculture, il est également prévu la réalisation de 3.000 hectares dédiés à la culture des légumineuses, a ajouté, le même responsable, faisant état de l'augmentation de la superficie du pois chiche à 2.500 hectares contre 2.126 hectares réalisés au cours de la campagne 2018-2019.

Toutes les dispositions ont été mobilisées pour encadrer et assurer le bon déroulement de cette campagne, a signalé, dans ce contexte, la même source.

Le DSA a mis l'accent sur le renforcement des campagnes de sensibilisation en collaboration avec l'ensemble des acteurs de la filière pour inciter les céréaliculteurs à améliorer les rendements par le respect de l'itinéraire technique, notamment, la fertilisation, l'augmentation du nombre d'intervention en termes de désherbage et de traitements phytosanitaires.

La même source a également cité les facilités des procédures d'accès au financement (crédit Rfig) et d'acquisition du matériel agricole en plus de l'accompagnement des producteurs dans la finalisation de leurs dossiers au niveau de la banque.

Pas moins de 145 fellahs sur un total de 175 agriculteurs ayant déposé leurs demandes d'octroi de crédit Rfig, ont bénéficié dans ce cadre, soit un montant global de l'ordre de plus de 31 millions



de dinars, a-t-il précisé.

Les efforts ont été, en outre, axés, a signalé la même source, sur la disponibilité de la semence, des engrais et des produits phytosanitaires au niveau de la coopérative des céréales et des légumes secs CCLS au moment opportun ainsi que sur la détermination des quantités de semences et des engrais à délivrer aux céréaliculteurs sur la base des objectifs de rendement tracés

et des caractéristiques pédoclimatiques de la zone.

Deux antennes du guichet unique au niveau des agences BADR -Tarf et Bouhadjar ont été, par ailleurs, ouvertes cette année dans le but d'éviter le déplacement des céréaliculteurs à la CCLS El-Hadjar (wilaya d'Annaba), a ajouté la même source.

Le même responsable a, à ce propos, rappelé qu'il a été également décidé de différer le rem-

boursement du crédit (Rfig) pour les agriculteurs touchés par les inondations, dont la liste a été transmise à la BADR.

L'ensemble des dispositions nécessaires ont été en outre prises par la BADR pour assurer un traitement instantané des dossiers au niveau du guichet, a-t-on noté.

Une série d'actions de sensibilisations visant l'augmentation des rendements par l'incitation des agriculteurs à respecter l'iti-

nétaire technique, notamment la fertilisation, les traitements phytosanitaires et le désherbage a été programmée, a-t-il rappelé.

A ces actions, viennent s'ajouter, a affirmé le DSA, la diffusion de bulletins d'alertes, flashs et spots radiophoniques sur l'importance des opérations de désherbage, de fertilisation et traitement des maladies cryptogamiques et des différents fléaux susceptibles d'affecter les céréales.

KHENCHELA

Distribution de 53 bus de transport scolaire à travers les communes de la wilaya

Une opération de distribution de cinquante-trois (53) bus de transport scolaire de la marque Mercedes-Benz au profit de 21 communes de Khenchela a eu lieu mercredi en présence des autorités locales et du directeur général des moyens et des finances auprès du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Yazid Zeghib. La commune montagneuse de Bouhamama a bénéficié de 4 bus de transport scolaire, alors que les communes de Khenchela, El Hamma, Tamza, Ouled Rechache, El Ouldja, El Kheirane, Chechar et Ain Touila ont bénéficié de trois bus chacune.

Les communes de Beghai, El Mahmal, Djellal, Lemsara, Chelia, Yabous, Taouzyant, Metoussa, E'sigha ont bénéficié chacune, de 2 bus de transport scolaire pour combler le déficit enregistré en la matière.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer a indiqué que la distribution de ce lot de bus scolaire s'inscrit dans le cadre d'un programme national visant l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves issus



des régions rurales et enclavées pour permettre un meilleur rendement scolaire et lutter contre la déperdition scolaire. La distribution de ces bus scolaires au profit des différentes communes de la wilaya constitue un "acquis" pour les scolarisés des régions enclavées car permettant de mettre fin au calvaire au quotidien des longues distances à parcourir à pied pour rejoindre les bancs des classes, a estimé le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Bouali Touhami. Le président de l'Assemblée populaire communale de Bouhamama, Rachid Ounissi, mettant l'ac-

cent sur l'impact de cette opération devant permettre d'éliminer la contrainte du transport scolaire dont souffrait cette collectivité montagneuse, a exhorté les responsables de tutelle à "lever le gel sur l'opération de recrutement de chauffeurs pour rendre ces bus (4) opérationnels dans les meilleurs délais". La wilaya de Khenchela comptait 110 bus de transport scolaire (52 dépendant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et 58 du ministère de la Solidarité Nationale) pour 7.158 élèves des trois paliers scolaires issus de 21 communes.

JIJEL

Une production prévisionnelle "record" de l'huile d'olive

Une production prévisionnelle de onze (11) millions de litres de l'huile d'olive sera réalisée dans la wilaya de Jijel à l'issue de la cueillette de la saison agricole 2019-2020, contre une production de six (6) millions de litres réalisée lors de la saison précédente, a annoncé samedi à l'APS, le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya, Yacine Zedame.

Cette augmentation qui représente "un saut qualitatif", est le fruit des conditions climatiques "favorables", en sus du renforcement du secteur par l'acquisition de plusieurs huileries modernes ayant permis de réceptionner la totalité de la récolte, ce qui a encouragé les producteurs à fournir plus d'efforts, a souligné le même responsable.

L'entrée en service du premier pressoir moderne non polluant a permis d'obtenir un produit conforme aux normes internationales, a indiqué de

son côté, l'investisseur, Mohamed Benseghir.

Ce pressoir est doté des dernières technologies qui préservent la valeur nutritionnelle de l'huile pressée et consomment moins d'eau, soit une quantité qui ne dépasse pas 1% par rapport aux autres huileries.

La filière oléicole représente 45 % de la superficie agricole globale et 65% du total des arbres fruitiers dans la wilaya de Jijel, a-t-on précisé, soulignant que la rentabilité de la production d'olives dans cette région est estimée à 35 quintaux par hectare, dont 18 à 24 litres d'huile sont extraits par quintal.

A signaler que la variété "Achemlal" occupe la première place en terme de variété d'olive produit dans cette wilaya avec un taux de 52%, suivi de "Azraj" et "Rogat" en deuxième place avec 4,5 % chacun, alors que les autres espèces totalisent un taux de 38%.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE DJELFA
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
NIF: 408016000017053

**Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
Avec Exigences de Capacités Minimales N°/2019**

Conformément au décret présidentiel N°15/247 du 16 Septembre 2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Djelfa sous le numéro d'identification fiscale (NIF) 408016000017053 lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigences de Capacités Minimales relatif à :

AMENAGEMENTS DES UNITES LEGERES DE DJELFA

- Lot 01: aménagements de polyclinique taïbi sghir commune ben yaagoub
- Lot02 : aménagements de polyclinique khodja mostapha commune djelfa
- Lot03 : aménagements de polyclinique commune taadmaït
- Lot04 : aménagements de polyclinique ghazal amar commune ain ouessara
- Lot 05: aménagements de polyclinique lakhal el bachir commune ain ouessara

L'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse à toutes les entreprises publiques ou privées disposant des capacités financières, juridiques et réglementaire pour l'exécution du marché,

- Certificat de qualification catégorie 02 et plus (activité principale bâtiment).
- Certificat de bonne exécution dans le domaine pour les dernières années (2014-2015-2016-2017-2018) avec de montant égal ou supérieur à 1.500.000.000DA date, cachetée et signée par les services concernés ou PV de réception provisoire sans réserves.
- Copie des bilans fiscaux des trois dernières années (2016-2017-2018) visés par les services des impôts compétents (Le présent appel d'offre est adressé à toute entreprise publique ou privée disposant de chiffre d'affaire Est égal ou supérieur à 3.000.000.000DA pour moyen de trois années,

Les soumissionnaires peuvent retirer Le cahier des charges sans retien auprès du Bureau des Marchés Publics de la Direction de la Santé de la wilaya de Djelfa gratuitement rue el-moudjahidat efface lycée talini, pendant les jours ouvrables du dimanche à jeudi et cela à partir du 1^{er} jour de publication de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP et deux quotidiens nationaux.

Les dossiers de soumission doivent comprendre le dossier candidature, une offre technique et une offre financière.

a) Le dossier de candidature doit contenir:

- Certificat de qualification (copie)
- Registre commerce (copie)
- Casier judiciaire (copie)
- Extrait de rôle (copie)
- Numéro d'identification fiscale (copie).
- La Déclaration de candidature, signée, cachetée et datée.
- La Déclaration de probité remplie, signée, cachetée et datée.
- Liste des moyens matériels l'équipement de l'entreprise qui est utilisé dans l'atelier avec la preuve que les cartes gris et les certificats d'assurance et un achat valide d'une facture ou équivalent.
- Liste des moyens humains de l'entreprise Autorité leur Caisse d'assurance sociale avec justificatif certificat documents-inscription avec le certificat d'études au cours de la préparation des présentations.
- Les références professionnelles accompagnées des attestations de bonne exécution dans le domaine des trois dernières années (-2017-2018-2014-2015-2016) signées par les maîtres d'ouvrages « travaux similaires »
- les bilans comptables des années 2017-2016-2018) (copie)
- Statut de la Société éventuel, signée, cachetée et datée.
- Délais d'exécution engageant écrit, signée, cachetée et datée par le cocontractant.

b) L'offre technique Doit contenir:

- La Déclaration à Souscrire remplie, signée, cachetée et datée
- Le cahier des charges remplie, signé, cacheté et daté portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté)
- Planing des travaux
- Un mémoire technique justificatif (caché et signé avec toutes les pages paraphées)

c) L'offre Financière Doit contenir:

- La lettre de soumission remplie, signée, cachetée et datée par le cocontractant
- Bordereau des prix unitaires remplie, signée, cachetée et datée par le cocontractant
- Devis quantitatif et estimatif remplie, signée, cachetée et datée par le cocontractant

Les dossiers de soumission doivent comprendre le dossier candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées, indiquant la mention (dossier de candidature), (offre technique), (offre financière), selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention :

à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales n°/2019 relatif à :

AMENAGEMENTS DES UNITES LEGERES DE DJELFA

- Lot 01: aménagements de polyclinique taïbi sghir commune ben yaagoub
- Lot02 : aménagements de polyclinique khodja mostapha commune djelfa
- Lot03 : aménagements de polyclinique commune taadmaït
- Lot04 : aménagements de polyclinique ghazal amar commune ain ouessara
- Lot 05: aménagements de polyclinique lakhal el bachir commune ain ouessara

Elles seront déposées au Bureau des Marchés Publics de la Direction de la Santé de la wilaya de Djelfa.

La date limite du dépôt des offres est fixée le vingt unième jour (21) à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offre dont la presse nationale et au BOMOP à l'heure 8.00 de matin jusqu'à 14.00.

L'ouverture du dossier de candidature, offres techniques et financières se déroulent en séance publique le même jour à 14h00 quatorze heures au siège de la direction de la santé de la wilaya de Djelfa.

Si la date limite au départ des offres coïncide avec un jour férié l'ouverture des offres se fera le jour ouvrable suivant à la même heure.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres

Tous les soumissionnaires concernés par cet avis d'appel seront invités à assister la séance d'ouverture.

À Djelfa, le :
Le Directeur De La Santé

Espace
réservé
à la pub



Page réalisée par: L.Amine

MC ALGER

Bourdim, un aller sans retour ?



Abderrahmane Bourdim, le milieu de terrain offensif du Mouloudia d'Alger veut quitter son club, d'autant plus que le coach du MCA, Bernard Casoni, ne compte plus sur lui.

La goutte qui a fait déborder le vase est le fait que Casoni n'a pas choisi Bourdim dans le onze de départ face au CABBA, un match qui s'est joué hier au stade Omar-Hamadi. En effet, samedi à l'hôtel et au moment de l'an-

nonce du onze rentrant, Bourdim a été surpris de ne pas figurer dans le onze de départ, surtout en l'absence de Djabbou et Herrag. Mécontent, il a quitté le rassemblement après le choix du technicien français.

Bourdim aurait dès lors contacté son agent pour négocier son départ et par conséquent la résiliation de son contrat. Notons que Bourdim est encore lié avec le MCA jusqu'en juin 2021.

FOOTBALL / EQUIPE DE FRANCE

Benzema répond sèchement à Le Graët

Karim Benzema a publié samedi un tweet dans lequel il rétorque au président de la FFF, lequel a décrété que sa carrière internationale était finie.



Karim Benzema n'a pas du tout aimé la récente sortie de Noël Le Graët, l'homme fort de la fédération française de football. Sur RMC Sport, ce dernier avait indiqué qu'il n'y avait aucune chance pour que l'attaquant du Real Madrid retrouve la sélection malgré ses belles prestations en club. Mais, l'ancien Lyonnais ne l'entend absolument pas de cette oreille. À travers une publication sur les réseaux sociaux, il a affirmé qu'il était le seul à décider quand son parcours en Bleu prendra fin.

«Noël je croyais que vous n'interfériez pas dans les décisions du sélectionneur ! Sachez que c'est moi et moi seul qui mettrais un terme à ma carrière internationale », lui a-t-il signifié. La passe d'armes entre les deux hommes n'est pas nouvelle. Par le passé, il y a eu déjà des échanges vifs entre eux, par médias interposés. Benzema ayant reproché à

Le Graët de ne pas avoir tenu parole quand il lui avait assuré qu'il participerait bien à l'Euro malgré l'affaire de la sextape.

Benzema, qui réalise un début de saison 2019/2020 époustouflant à Madrid, sort donc de nouveau de son silence, alors qu'il avait choisi de ne pas réagir aux commentaires récents de Didier Deschamps. Lors d'un reportage diffusé sur TF1 en octobre dernier, le sélectionneur tricolore avait réitéré sa position sur ce sujet, à savoir qu'il n'était toujours pas question de rappeler son ancien buteur. Il le jugeait nuisible à la vie du groupe. La 81e et dernière cape de l'ancien goleador des Gones avec les Tricolores remonte toujours au 8 octobre 2015 (face à l'Arménie).

Benzema demande à jouer pour d'autres pays

Dans sa dernière sortie, Benzema a choisi l'offensive et il

soumet même une demande de changement de nationalité sportive si jamais on continue à lui fermer la porte de l'Equipe de France : "Si vous pensez que je suis terminé, laissez-moi jouer pour un des pays pour lequel je suis éligible et nous verrons ». Est-ce à prendre au deuxième degré ? Probablement, car l'avant-centre merengue n'est pas éligible pour défendre les couleurs d'une autre nation..

Pour rappel, avant d'entamer son parcours international avec l'Equipe de France en 2007, Benzema avait été approché par l'Algérie. Une option à laquelle il avait tourné le dos, en privilégiant l'aspect sportif. L'intéressé est cependant toujours resté attaché à ses origines. Dernièrement, il s'est même souvent affiché avec le maillot des Fenecs, encourageant l'équipe de Djamel Belmadi avant ses sorties importantes.

ELIMINATOIRES EURO 2020

L'Allemagne déroule

L'Allemagne a livré un match très consistant pour dompter la Biélorussie (4-0), samedi soir. La Mannschaft reste leader de son groupe.

Dans son duel à distance avec les Pays-Bas pour la première place du groupe C, l'Allemagne a peut-être pris un avantage définitif, ce samedi. Les hommes de Joachim Löw ont tenu leur rang pour dompter la Biélorussie.

Dans ce match, la configuration attendue a bien eu lieu, avec une équipe d'Allemagne évidemment dominatrice dans la tenue du ballon. Mais la Mannschaft a tout de même dû faire preuve de patience puisque malgré plusieurs situations chaudes, elle a dû attendre la fin du premier acte pour débloquer la situation.

Ginter, plus prompt que ses gardes du corps, a profité d'un excellent travail de Gnabry, avec un centre en retrait parfait, pour mettre les Allemands sur les bons rails (1-0, 41e). Au retour des vestiaires,



le même Ginter a été impliqué sur le but du break, avec une inspiration bien sentie sur un corner de Kroos qu'il a laissé passer pour Goretzka, mieux placé (2-0, 49e).

Quelques minutes plus tard, Ginter, encore, a mis Kroos sur orbite pour le troisième but allemand (3-0, 54e). L'Allemagne a laissé venir,

et comme pour parachever cette soirée parfaite, Manuel Neuer a lui aussi eu sa minute de gloire en repoussant un penalty de Stasevich (75e). Kroos y est allé de son double pour ajouter un dernier but dans ce festival (4-0, 84e). L'Allemagne se présentera à l'Euro un peu revigorée.

ESPAGNE / FC BARCELONE

Abidal évoque une prolongation de Lionel Messi !

Lionel Messi n'étant sous contrat que jusqu'en juin 2021, son futur commence à être analysé dans les médias espagnols.

Messi jouera-t-il toute sa vie pour le FC Barcelone ? Les supporters blaugrana n'en sont plus si certains depuis la récente révélation d'une clause dans le contrat de l'Argentin, laquelle lui permet de quitter le club à l'issue de chaque saison.

Eric Abidal, secrétaire technique du Barça, évoque de manière rassurante pour les fans des Blaugrana une très prochaine prolongation de bail pour La Pulga :

« La prolongation de Messi ? On parle déjà, je ne sais pas si nous aurons des nouvelles bientôt, parce la décision dépendra du joueur et de son entourage. Mais pour nous, en tant que club, j'espère que tout sera bouclé le plus vite possible. La durée de la proposition ? Tout se saura quand ça se saura, mais je suis positif », a ainsi estimé l'ancien défenseur du FC Barcelone.

REAL MADRID

Santiago Solari : "J'aimerais beaucoup entraîner en Angleterre"

Entraîneur du Real Madrid d'octobre 2018 à mars 2019, le passage de Santiago Solari dans la capitale espagnole n'avait pas été une franche réussite... Très critiqué pendant son passage, le technicien argentin reste toutefois ambitieux pour la suite de sa carrière, lui qui rêve d'exercer en Angleterre.

En effet, dans des propos accordés au Daily Mail, Santiago Solari a confié être à la recherche d'un poste, se laissant tenter à un petit appel du pied destiné aux différents clubs de Premier League. "J'aimerais beaucoup entraîner en Angleterre. Je regarde beaucoup le football anglais. C'est un grand championnat, il y a beaucoup de joueurs incroyables et certains des meilleurs entraîneurs", a d'abord déclaré l'ancien de la Maison Blanche.

"Il y a beaucoup de nationalités et de styles de jeu différents. Et quatre clubs anglais (Liverpool, Tottenham, Arsenal, Chelsea) étaient en finale des Coupes d'Europe la saison dernière", a souligné Solari, qui avoue être fan de Jürgen Klopp, un coach "charismatique" au "style offensif et agressif". Si la Premier League est toujours aussi relevée que par le passé, force est de constater que les coachs étrangers sont de plus en plus présents sur les différents bancs.

MERCATO

Vers un échange Pogba-Bale ?

Le média anglais The Sun évoque un échange entre Gareth Bale (Real Madrid) et Paul Pogba (Manchester United).

« Je suis plus excité à l'idée de jouer avec le Pays de Galles qu'avec le Real Madrid. C'est normal. Au Pays de Galles, je parle ma propre langue et je me sens plus à l'aise ». Ces propos de Gareth Bale montrent que le divorce semble consommé entre le club merengue et l'allier gallois.

Le Real, qui convoite le Mancunien Paul Pogba depuis l'été dernier, aurait trouvé une solution miracle selon The Sun : échanger le milieu français et l'ancien ailier des Spurs !

En effet, selon les révélations de la publication anglaise, les dirigeants des Red Devils seraient disposés à recevoir le renfort de Gareth Bale dès le prochain mercato d'hiver afin de recruter une vedette dans le groupe d'Ole Gunnar Solskjær et ainsi sauver la saison du club.

Paul Pogba ferait, lui, le chemin inverse et ce, dès janvier. Si le Real et United n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente, le deal pourrait se poursuivre en été. Affaires à suivre.

BOTSWANA-ALGÉRIE (QUALIFICATIONS CAN-2021 CE SOIR À 20H00)

Les "Verts" décidés à revenir avec une victoire

Auteur d'un début tonitruant en qualifications de la CAN-2021 en écrasant à domicile la Zambie (5-0), la sélection algérienne de football enchaînera ce soir en affrontant le Botswana à Gaborone (20h00 algériennes), avec l'intention de conforter sa position de leader, à l'occasion de la 2e journée (Gr. H).



Sans pitié jeudi dernier au stade de Blida face aux "Chipolopolo", les "Verts" ont effectué le déplacement à Gaborone avec un esprit conquérant et croiseront le fer avec un adversaire dirigé sur le banc par l'entraîneur algérien Adel Amrouche, qui reste sur une expérience ratée avec le MC Alger (2018-2019).

Même si l'Algérie, sacrée championne d'Afrique 2019, partira largement favorite au vu notamment de sa belle série en cours de 17 matchs d'affilée sans la moindre défaite, il n'en demeure pas moins que le facteur surprise n'est pas à écarter, d'autant plus que la motivation sera grande chez les "Zebras" pour créer la sensation devant leur public.

Ayant réussi à revenir avec un précieux nul de son déplacement au Zimbabwe (0-0), le Botswana aura à coeur de piéger les "Verts" à domi-

cile et du coup réaliser un départ exemplaire. Le Botswana, 146e nation au dernier classement Fifa, ne compte qu'une seule participation à la CAN, lors de l'édition 2012 organisée conjointement par le Gabon et la Guinée-équatoriale, soldée par une élimination dès le premier tour.

"Après le match de la Zambie, tout le monde est un peu fatigué. Nous allons devoir bien récupérer avant d'entamer la préparation du match de lundi. Je ne suis pas surpris par le point décroché par le Botswana (au Zimbabwe). C'est une équipe qui défend bien. Nous allons bien évidemment aborder ce match avec l'intention de le gagner, tout en respectant l'adversaire", a estimé le coach national Djamel Belmadi, contraint de se passer des services de son capitaine Riyad Mahrez, libéré par des "raisons personnelles".

ÉQUIPE NATIONALE

Belmadi met en garde ses joueurs

Malgré l'éclatante victoire de la sélection algérienne contre la Zambie jeudi passé, et ce, pour son premier match officiel depuis la précédente CAN qu'ils ont gagnée haut la main, le staff technique et les joueurs ne s'enflamment nullement.

C'est surtout sur ce côté-là que le coach national, Djamel Belmadi insiste avant quelques heures de la deuxième rencontre des éliminatoires de la CAN-2021 face au Botswana. En effet, le coach des Fennecs, n'hésite pas à rappeler souvent à ses capés que toutes les équipes africaines étaient en train de progresser durant ces dernières années.

«C'est un football qui a progressé. Tout le monde est à la page avec une mise à jour complète des différentes

données tactiques avec de l'application et des différentes technologies de travail pour améliorer les performances ainsi que l'analyse vidéo par exemple», répète Belmadi à ses poulains.

Et d'ajouter : « C'est un football qui est passé à une étape supérieure et nous le voyons avec ces soi-disant petites équipes qui mènent la vie difficile aux grandes nations du football africain.

Toute équipe peut battre un cadreur du continent, ce qui veut dire que toutes les équipes progressent ». Il s'agit là de la conviction de l'ancien joueur de Manchester United, qui s'est également exprimé de ce sujet dernièrement sur le site officiel de la CAF, mettant en relief le départ des jeunes pépites africaines vers les championnats européens, et l'impact

Pour le président de la Fédération algérienne (FAF) Kheïreddine Zetchi, "tous les matchs sont difficiles, notamment lorsqu'on joue à l'extérieur. Il va falloir être solidaires et tout donner pour décrocher un bon résultat. Cela nous permettra d'observer cette trêve jusqu'au mois de mars dans de bonnes conditions".

Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral ougandais, conduit par Chelaget Ali Sabila, assisté de ses compatriotes Lee Okello et Isa Masebwe, alors que le quatrième arbitre est William Oloya (Ouganda).

Dans l'autre match du groupe H, les Zambiens recevront demain à Lusaka (17h00) les "Warriors" du Zimbabwe pour un sursaut d'orgueil et surtout éviter un autre faux pas qui pourrait mettre en danger leur qualification pour la CAN-2021 au Cameroun.

A.L

BOTSWANA

L'émotion d'Amrouche évoquant l'Algérie

Le sélectionneur du Botswana, l'Algérien Adel Amrouche, a parlé du fait de devoir affronter l'Algérie. Le natif de Kouba, qui s'est présenté à l'entretien pour le site «dz foot» avec son maillot d'entraîneur de l'USM Alger, son club de cœur, a d'abord parlé de l'équipe d'Algérie et du fait qu'il laissera les sentiments de côté mais son émotion était à fleur de peau lorsqu'il s'est mis dans le contexte de devoir entendre l'hymne national en étant en face.

« C'est un plaisir et un honneur de jouer contre l'Algérie, c'est une équipe d'envergure mondiale avec un très bon staff. Mon équipe va apprendre à jouer contre une équipe coriace et d'un certain niveau mais pour le reste il n'y a pas de sentiments, je suis un professionnel ».

«La seule chose qui va un peu me déranger, c'est l'hymne national. J'aurais aimé être de l'autre côté mais je préfère éviter d'y penser parce que c'est vrai que le fait de voir le drapeau de ton pays quand tu es à l'étranger ça te fait quelque chose mais en plus tu sais que tu vas jouer contre ton pays... il vaut mieux que je ne pense pas à ça. Rien que le fait d'en parler je suis sous l'émotion... c'est difficile... Quand on est algériens, quand on aime l'Algérie, on ne peut pas l'aimer juste un peu ! C'est dur d'en parler, on est fous de l'Algérie. Mahnetna leblad ! »

Le technicien de 51 ans, instructeur UEFA Pro en Belgique revient sur son expérience notamment en Afrique où il a dirigé le Kenya, le Burundi ou encore Motema Pemba en RD Congo avec qui il a remporté plusieurs titres mais aussi au MC Alger récemment.

OGC Nice

Rivière : « Atal ne partira pas cette saison, sauf ... »

Le président de L'OGC Nice, Jean-Pierre Rivière a évoqué l'avenir de l'international algérien Youcef Atal qui est encore lié avec les Aiglons par un contrat qui expire en juin 2023.

En effet, dans une intervention à la chaîne sportive « RMC », le premier responsable du club azuréen a estimé que « Atal ne partira pas en janvier ni en fin de saison, c'est un joueur très important dans notre effectif. Il fait partie aussi du projet du club. On ne va pas le laisser partir du moins pour cette saison. Nous avons l'ambition de se renforcer par des joueurs talentueux, il n'en est pas question de se séparer de nos atouts, Atal en fait partie », a indiqué Rivière.

Cependant, le président niçois n'a pas totalement fermé la porte à un départ au latéral droit algérien, surtout si des grands clubs se bousculent pour l'enrôler « Dans le cas où des clubs comme le Real de Madrid ou le Bayern s'intéresseraient à notre joueur, il est clair qu'on ne pourra pas le retenir ».

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Sayoud sort le CR Belouizdad d'un beau traquenard

Le CR Belouizdad s'est emparé seul des commandes de la Ligue 1 algérienne de football, en dominant l'ASO Chlef 1-0 en match en retard, disputé samedi à Alger pour la mise à jour de la 6e journée.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par le meneur de jeu Amir Sayoud à la 67', permettant à son équipe de prendre provisoirement trois longueurs d'avance sur le MC Alger.

Un succès qui n'était pas évident, vu que le Chabab évoluait à dix contre onze depuis la 38e minute de jeu, après l'exclusion du défenseur Sofiane Bouchar pour cumul de cartons.

BOLIVIE**Huit morts lors de manifestations violentes**

Au moins huit personnes ont trouvé la mort vendredi lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants à Sacaba, une ville du département bolivien de Cochabamba (centre), ont annoncé les autorités locales.

"Nous avons huit décès confirmés, nous sommes très préoccupés par le nombre de morts", a confié aux médias, Nelson Cox, le médiateur public du département. "Par ailleurs, 132 personnes ont été blessées, selon les enquêtes. Elles ont pour la plupart

été blessées par balle".

Les producteurs de feuilles de coca de la région et les partisans de l'ancien président démissionnaire, Evo Morales, ont affronté les autorités lesquelles ont eu recours à la force pour réprimer leur manifestation.

La Bolivie est en proie à des manifestations antigouvernementales depuis que M. Morales a remporté un quatrième mandat présidentiel lors des élections du 20 octobre.

L'opposition a refusé de reconnaître sa victoire, la disant entachée de

fraudes électorales. Evo Morales a annoncé sa démission le 10 novembre après que l'armée eut exigé son départ. Il s'est rendu au Mexique, qui lui a offert l'asile politique.

Les partisans de M. Morales s'étaient déjà mobilisés, mardi dernier, dans diverses régions du pays pour exiger la démission de Jeanine Anez, présidente par intérim soutenue par l'opposition, le retour de M. Morales et le respect du Wiphala, le drapeau à damier multicolore des ethnies andines.

TUNISIE**Ennahda appelle à entamer des négociations sur la formation d'un gouvernement**

Le mouvement tunisien Ennahdha a réaffirmé l'indépendance du chef du gouvernement désigné Habib Jomli, sa compétence et expérience dans les domaines économique et financier en général et dans les affaires agricoles en particulier et appelé les forces politiques et sociales à entamer des négociations sur la formation d'un gouvernement. Il a estimé qu'il est "une

figure reconnue pour son intégrité et son enthousiasme au service de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'aspiration à créer un changement positif dans la vie des Tunisiennes et des Tunisiens".

Dans une déclaration publiée samedi soir au terme d'une réunion extraordinaire de son bureau politique, Ennahdha a appelé toutes les forces politiques et sociales à engager des négociations pour former un gouvernement sur la base d'un "programme global mobilisant toutes les capacités

matérielles et morales du pays pour relever les défis économiques et sociaux". Le parti a mis l'accent sur la participation de femmes et de jeunes au prochain gouvernement "conformément aux dispositions de la Constitution et par reconnaissance du statut de ces groupes dans la nouvelle Tunisie". Le président tunisien Kais Saïed a chargé vendredi Habib Jomli de former le nouveau gouvernement, sur proposition du mouvement Ennahdha qui avait remporté les élections législatives du 6 octobre.

CHYPRE**La police saisit un véhicule "espion" appartenant à un Israélien**

La police chypriote a annoncé samedi avoir saisi un van appartenant à un ressortissant israélien équipé d'un système de surveillance sophistiqué et qui serait capable de pirater des moyens de télécommunications.

La police a lancé une enquête après que le parti communiste Akel (opposition) a demandé au gouvernement ce qu'il comptait faire à la suite d'une vidéo diffusée en septembre par le magazine américain Forbes et devenue virale. La vidéo montre la présentation du véhicule par son propriétaire, un ancien officier des services de renseignement israéliens présenté comme Tal Dilian, qui dirigerait une entreprise basée à Chypre.

Le chef de la police chypriote Kypros Michaelides a déclaré à une radio locale que le ressortissant israélien

avait "fourni quelques explications" mais qu'il serait interrogé davantage, ainsi que des ressortissants chypriotes.

Les enquêteurs ont fouillé les locaux de l'entreprise dans la ville côtière de Laraca (sud-est) et trouvé des preuves, a indiqué la police chypriote dans un communiqué samedi. "D'après une première inspection, le véhicule contenait un équipement électronique et a été confisqué, ainsi que d'autres preuves", selon la police qui a ajouté enquêter sur de possibles violations de la loi sur la protection de la vie privée. D'après Forbes, l'équipement du véhicule d'une valeur de 9 millions de dollars peut contrôler des appareils électroniques dans un rayon de 500 mètres, pirater n'importe quel téléphone et écouter des conversations quelque soit le niveau de cryptage.

BARRAGE DU NIL**L'Egypte va organiser une nouvelle série de négociations**

Le ministère égyptien des Ressources en eau a annoncé samedi que l'Egypte va accueillir la prochaine série de négociations, les 2 et 3 décembre, visant à reprendre les discussions sur le Grand barrage éthiopien de la renaissance (GERD), qui fait l'objet de controverses. Lors d'une réunion à Washington le 6 novembre, les ministres des Affaires étrangères égyptien, éthiopien et soudanais ont décidé de tenir quatre réunions techniques gouvernementales au niveau des ministres des Ressources en eau. La Banque mondiale et les Etats-Unis apporteront leur soutien et participeront aux réunions en tant qu'observateurs. Lors de la première réunion, qui a débuté vendredi à Addis-Abeba et s'est achevée samedi, des éléments techniques régissant le processus de remplissage et de gestion du barrage ont été discutés, a annoncé le ministère dans un communiqué de presse. Les ministres ont également discuté de la manière de traiter les sécheresses éventuelles, de la sécheresse prolongée et de la situation de réapprovisionnement, ainsi que du mécanisme de coordination entre les trois pays, où chaque pays a présenté son point de vue sur ces éléments, selon le communiqué. Les ministres des Ressources en eau ont décidé de poursuivre les consultations techniques sur toutes les questions controversées lors de la deuxième réunion au Caire.

YÉMEN**7 Houthis tués par les forces pro-gouvernementales à Hodeida**

Les forces yéménites pro-gouvernementales ont réussi à faire échouer une tentative d'infiltration des rebelles Houthis dans la ville portuaire de Hodeida, sur la mer Rouge, faisant sept morts chez les rebelles, a déclaré un responsable militaire à Xinhua. Les forces conjointes pro-gouvernementales ont affronté un groupe de rebelles Houthis qui tentaient de s'infiltrer sur les sites militaires du district de Tuhyata dans la province de Hodeida, a précisé la source militaire locale sous couvert de l'anonymat, ajoutant que l'opération militaire Houthis a échoué grâce aux forces pro-gouvernementales qui ont repoussé les rebelles après de brefs affrontements, faisant sept morts parmi les rebelles dans la zone. La source militaire a également confirmé que les forces conjointes pro-gouvernementales stationnées à Hodeida étaient toujours engagées en faveur du cessez-le-feu négocié par les Nations Unies malgré les attaques répétées des Houthis. Les rebelles Houthis contrôlent une grande partie de Hodeida, tandis que les troupes gouvernementales soutenues ont avancé dans les districts du sud-est.

LIBAN**L'ambassade américaine dit soutenir la contestation populaire**

L'ambassade américaine au Liban a affirmé samedi soutenir le mouvement de contestation populaire contre le pouvoir accusé de corruption et qui agite le pays depuis un mois. "Nous soutenons le peuple libanais dans ses manifestations pacifiques et ses démonstrations d'unité nationale", a indiqué l'ambassade sur son compte Twitter. Le Liban est secoué depuis le 17 octobre par une contestation sans précédent contre l'ensemble de la classe dirigeante, accusée de corruption et d'incompétence dans un contexte de crise économique aiguë. Ce mouvement populaire a entraîné la démission le 29 octobre du Premier ministre Saad Hariri, mais les tractations politiques pour la formation d'un nouveau cabinet n'avancent guère. Dimanche, des manifestations massives sont prévues dans plusieurs villes du pays pour maintenir la pression sur la classe dirigeante. Samedi, une initiative baptisée le "bus de la révolution" a sillonné le Liban du nord au sud. Parti en matinée de la région du Akkar (nord), ce bus, décoré des noms des différents foyers de contestation du pays, est arrivé en début de soirée dans la ville de Saïda (sud). Cette initiative visait symboliquement, selon des manifestants, à briser les barrières géographiques et confessionnelles entre les Libanais et dépasser le traumatisme collectif de la guerre civile (1975-1990), déclenchée par le mitraillage d'un bus, un acte devenu le symbole du conflit et des divisions inter-communautaires.

SRI LANKA**Gotabaya Rajapaksa revendique la victoire à la présidentielle**

Le candidat du parti nationaliste du Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP), Gotabaya Rajapaksa, a revendiqué dimanche sa victoire à l'élection présidentielle, tenue de samedi. "Nous avons eu entre 53 et 54% des voix", a déclaré à la presse son porte-parole Keheliya Rambukwella. Les premiers résultats partiels officiels montrent effectivement l'ancien ministre de la Défense de 70 ans s'achemine vers la majorité des voix. Les premiers décomptes, selon la commission électorale, indiquent que M. Rajapaksa a remporté 52,87% des voix, contre seulement 39,67% pour son principal rival, le candidat du parti au pouvoir Sajith Premadasa, après le dépouillement d'un demi-million de bulletins de votes. M. Rajapaksa, avait présenté un programme électoral qui donne la priorité à la relance de l'économie, la modification des lois financières obsolètes et la préservation de la sécurité nationale. Reconnu comme le stratège des opérations militaires contre les Tigres Tamouls, durant la décennie au pouvoir de son frère, M. Rajapaksa est parvenu à instaurer la paix au Sri Lanka en 2009, mettant ainsi fin à la guerre civile qui a duré 35 ans entre la majorité bouddhiste cinghalaise et les groupes minoritaires tamouls.

NÉGOCIATIONS ENTRE GOUVERNEMENT SYRIEN ET KURDES

Les Etats-Unis "s'efforcent de faire obstacle"

Les Etats-Unis "s'efforcent de faire obstacle" aux négociations entre le gouvernement syrien et les Kurdes, a affirmé le président syrien, Bachar Al-Assad. "J'affirme que la plupart des Kurdes sont des patriotes qui soutiennent leur pays et le peuple syrien comme tout autre groupe."

Mais certains de ces groupes, qu'ils soient Kurdes, arabes ou peut-être autres, agissent conformément aux instructions des Américains, mais le dialogue avec eux ne s'arrête pas", a affirmé Bachar el-Assad dans une interview à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision Rossiya 24.

"A présent, et après que l'armée syrienne est revenue, nous établissons un dialogue pour les convaincre que la stabilité sera instaurée quand nous respecterons tous la Constitution syrienne, car cette Constitution exprime la volonté du peuple", a-t-il poursuivi. "Il y aura la stabilité quand l'armée syrienne reprendra le contrôle, et que les institutions de l'Etat syrien seront aussi de retour, ces institutions qui agissent dans le cadre de la Constitution et expriment la volonté du peuple", a indiqué le président syrien.

Selon lui, "il y a des obstacles qui empêchent les progrès dans cette direction, notamment la pression exercée par les Etats-Unis sur des groupes armés en Syrie". "Il y a eu récemment des progrès dans cette direction après l'invasion turque.

La Russie y joue un rôle important, un rôle fondé sur les mêmes principes que je viens de mentionner. Parfois nous progressons, et parfois nous faisons un pas en arrière pour diverses raisons, parmi lesquelles la pression des Etats-Unis sur les groupes armés en Syrie, pour qu'ils adoptent une attitude négative vis-à-vis du gouvernement syrien", a-t-il détaillé.

Le président syrien a encore indiqué que Damas était maintenant "plus optimiste à cet égard, parce qu'après neuf ans de guerre la plupart des gens avaient pris conscience de l'importance de s'unir avec le gouvernement en dépit des différends politiques". "Si vous n'êtes pas d'accord avec le gouvernement ou le parti au pouvoir, c'est une autre question. Mais partout dans le monde, c'est l'Etat qui prend soin



de tous, et je pense que nous allons dans cette direction", a ajouté M. al Assad.

"Il y a des problèmes seulement avec une partie des Kurdes, je souligne une fois de plus que la plupart des Kurdes vivent en Syrie depuis des décennies sans problème. Il y a des groupes radicaux au sens politique, ce sont eux qui avancent les idées sécessionnistes". "Certaines des idées sont liées à la fédéralisation et à l'autonomie kurde. Comme je viens de le dire, cette région est arabe. Et si quelqu'un a le droit de parler de fédéralisation eh! bien ce sont les arabes, parce qu'ils y sont majoritaires.

"Mais les Américains ont soutenu les unités kurdes et leur ont donné le commandement pour donner l'impression que ces zones sont kurdes, et afin de créer un conflit entre les Kurdes et les autres groupes en Syrie", a fait sa-

voir M. al Assad. Il a en outre souligné que les Etats-Unis "ne peuvent pas penser qu'ils vivront et se sentiront à l'aise dans n'importe quelle région qu'ils occupent". Selon lui, "tout comme en Irak, le séjour des militaires américains en Syrie peut conduire à une résistance armée populaire". Pour lui, "la solution prioritaire et la plus pacifique consiste à unir les Syriens autour des principes et des concepts patriotiques".

"A ce moment-là, les Américains partiront et ne pourront pas rester ici ni pour le pétrole, ni pour quelque chose d'autre", a-t-il déclaré. En outre, il a par ailleurs écarté la possibilité d'un affrontement entre forces américaines et russes car, a-t-il dit, "ce n'est évidemment ni dans notre intérêt, ni dans celui de la Russie, ni dans l'intérêt de la stabilité du monde, et c'est dangereux".

TUNISIE

Ennahdha appelle à la formation rapide d'un gouvernement

Les forces politiques et sociales en Tunisie doivent entamer des négociations en vue de former le plus tôt possible un gouvernement inclusif, a insisté le mouvement Ennahdha dans son appel, samedi, à l'endroit de toutes les forces vives du pays, appelant par la même occasion à soutenir Habib Jomli, le chef du gouvernement désigné dans sa mission. Habib Jomli a été choisi par le mouvement Ennahdha pour sa compétence et expérience dans les domaines économiques et financières en général et dans les affaires agricoles en particulier, a précisé le mouvement Ennahdha dans son appel, insistant sur l'indépendance partisane de Habib Jomli.

Et d'estimer "qu'il est une figure reconnue pour son intégrité et son enthousiasme au service de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'aspiration à créer un changement positif dans la vie des Tunisiennes et des Tunisiens".

Le choix de M. Jomli a toutefois essuyé des critiques de la part de plusieurs formations politiques, mettant en avant le fait que la personnalité est proche du parti Ennahdha et "a bénéficié de sa caution à maintes reprises dans les différents postes de responsabilités

qu'il a eu à occuper". Habib Jomli, ancien secrétaire d'Etat, a été proposé au poste du chef du gouvernement par le parti Ennahdha, arrivé en tête des législatives du mois d'octobre en Tunisie, conformément à la Constitution. Le choix de M. Jomli a été validé par le président de la République, Kais Saïed.

"L'engagement des négociations pour former un gouvernement doit s'effectuer sur la base d'un programme global mobilisant toutes les capacités matérielles et morales du pays pour relever les défis économiques et sociaux", a plaidé, en outre, la formation politique Ennahdha dans une déclaration publiée, samedi soir, au terme d'une réunion extraordinaire de son bureau politique. Dans le même sillage, le parti a mis l'accent "sur la participation de femmes et de jeunes au prochain gouvernement conformément aux dispositions de la Constitution et par reconnaissance du statut de ces groupes dans la nouvelle Tunisie".

Habib Jomli avait insisté longuement, vendredi, après son audience avec le président de la République, sur le fait que le prochain gouvernement sera au service de la volonté du peuple qui a

été exprimée par les dernières élections et qu'il sera formé sur les critères de la compétence et l'intégrité. "Le nouveau gouvernement sera formé sur la base des critères de la compétence et de l'intégrité quelle que soit l'appartenance politique, a-t-il affirmé. La Tunisie qui traverse une phase critique sur le plan économique a besoin de toutes ses compétences pour relancer la machine et redresser la situation sur tous les plans, s'accordant à dire les observateurs de la scène tunisienne.

Chahed pour gérer les affaires courantes

En attendant la formation du nouveau gouvernement par Habib Jomli, le président, Kais Saïed, a chargé, vendredi, Youssef Chahed d'expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement et l'obtention de la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), avait indiqué un communiqué de la présidence.

"Le président m'a chargé en me recevant au Palais de Carthage, d'expédier les affaires courantes", a déclaré Youssef Chahed, à l'issue de l'entrevue, précisant que le président a insisté sur le fait d'assurer

la continuité de l'action gouvernementale afin de garantir la sécurité des citoyens et la bonne gestion du service public. M. Jomli a, pour rappel, un mois, renouvelable une fois, pour former le nouveau gouvernement. Selon la Constitution tunisienne, le nouveau cabinet doit être approuvé par une majorité de députés.

A défaut de majorité à l'issue de ce délai, le président Kais Saïed pourra proposer une autre personnalité, alors que le scénario d'une nouvelle personnalité est pour l'ensemble des observateurs de la scène politique tunisienne exclue.

Le soutien de la deuxième formation politique majoritaire au sein du parlement, à savoir le parti Qalb Tounes (Au coeur de la Tunisie), au parti Ennahdha dans l'élection du chef du parlement en la personne de Rached Ghannouchi, suppose, affirme-t-on, que ce dernier va faire de même pour ce qui est du gouvernement de M. Jomli. Le parti Ennahdha n'a, pour rappel, pas bénéficié du soutien des autres formations politiques siégeant au sein de l'ARP s'agissant de l'élection de Ghannouchi. En effet, plusieurs partis ont proposé leurs propres candidats pour le poste du chef du Parlement.

IRAK

Nouvelle grève générale

Des milliers d'Irakiens ont envahi hier les rues de Bagdad et de villes du sud de l'Irak, répondant à un appel à une nouvelle grève générale en soutien aux manifestants qui réclament un changement du gouvernement depuis plusieurs semaines.

Ce mouvement de contestation inédit a débuté le 1er octobre et a été émaillé de violences qui ont fait au moins 330 morts, en majorité des manifestants. "Nous continuerons notre mouvement et la grève générale avec tous les Irakiens jusqu'à ce que nous poussions le gouvernement à la démission", a déclaré hier à Bassora (sud) Hassan al-Tufan, avocat et militant, au lendemain d'un appel à la grève lancé par des manifestants sur les réseaux sociaux.

Dans cette ville pétrolière, les manifestants ont coupé des routes en brûlant des pneus, tandis qu'à Hillah, au sud de Bagdad, étudiants et militants se sont rassemblés devant le siège du Conseil provincial. A Kouf, Najaf, Diwaniya et Nassiriya (sud), écoles et bureaux du gouvernement sont restés fermés, et les rues étaient peu à peu envahies par la foule. A Bagdad, des centaines d'étudiants ont raté l'école pour rejoindre la place Tahrir, épice de la contestation. "Pas de partis, ceci est un éveil étudiant!", avait écrit l'un d'eux sur une pancarte.

Des manifestants ont installé des tentes sur un segment du pont Senek, face à des policiers antiémeutes placés derrière une double rangée de murs de béton, protégeant l'accès à l'ambassade d'Iran, selon des médias.

Le gouvernement a proposé ces dernières semaines une liste de réformes, que les manifestants ont jugées insuffisantes. "Ces réformes ne sont que de l'opium pour le peuple, ni plus ni moins", a lancé un manifestant. Montrant la Zone verte située de l'autre côté du fleuve Tigre et où se dressent le Parlement, le bureau du Premier ministre et d'autres institutions clés du pays, il a insisté sur le souhait des manifestants de voir de "nouveaux visages". "Il y a tant de jeunes gens compétents et brimés en Irak. Et ce sont malheureusement ces gens-là qui nous gouvernent", a-t-il dit.

ENTRETIEN

Gilles Kepel : L'Iran n'a plus les moyens de sa politique dans la région

C'est peut-être son dernier grand livre sur la région. « Je pense que j'ai donné à peu près tout ce que j'avais », confie aujourd'hui Gilles Kepel, qui est au Liban à l'occasion du Salon du livre 2018 pour faire la promotion de son dernier ouvrage « Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient » (Gallimard).

Propos recueillis par Anthony SAMRANI journal l'orient le jour

Le grand politologue français, arabisant et spécialiste de la région, livre ici une analyse dense et fine de la radicalisation de l'islam politique dans la région au cours de ces quarante dernières années. Avec un style entraînant, une capacité à faire vivre le récit historique et contemporain, mais parfois un parti pris théorique un peu trop marqué qui a de quoi susciter le débat. « L'Orient-Le Jour » l'a rencontré pour un tour d'horizon des grands enjeux d'hier et d'aujourd'hui dans la région.

On considère généralement que 1979 a été l'année charnière dans la région, qui explique une grande partie des évolutions de ces 40 dernières années. Vous choisissez pour votre part de commencer votre livre en 1973. Pourquoi ?

1979, c'est le moment où la crise éclate dans la lutte pour l'hégémonie entre chiïtes et sunnites sur l'islamisation de la politique. Mais cela n'aurait pas pu éclater si les bases n'avaient pas été mises en place en 1973. C'est la guerre dite du Kippour ou du Ramadan qui va permettre à l'Arabie saoudite de devenir la puissance dominante dans la région et de marginaliser les nationalismes arabes en raison notamment de l'explosion des prix du baril de pétrole après le choc de 1973.

En même temps qu'elle détient les clés financières, l'Arabie saoudite va diffuser le salafisme comme un élément de contrôle politique et social. En 1979, la révolution iranienne apparaît pour venir mettre la domination saoudienne au défi et créer une compétition pour l'hégémonie sur le monde musulman. C'est alors que se met en place un système dont on n'est toujours pas sorti aujourd'hui.

En 1973, c'est le conflit israélo-arabe qui est structurant au Moyen-Orient avec, en toile de fond, la grande séparation Est-Ouest. Aujourd'hui, ce qui est structurant, c'est le conflit sunnite-chiïte, avec bien sûr les fractures internes au sein des deux blocs, et le retour de la Russie comme maître du jeu, bien que Moscou reste un colosse au pied d'argile.

À partir des années 1970, les Frères musulmans sont concurrencés par les mouvements salafistes au sein de l'islam politique. Vous expliquez dans votre livre que les premiers s'accroissent très bien de l'islamisme chiïte, contrairement aux seconds. Comment la montée en puissance des groupes salafistes



a-t-elle favorisé les tensions entre sunnites et chiïtes dans la région ?

On le voit dans le conflit du Yémen qui oppose aujourd'hui les houthis soutenus par l'Iran aux sunnites soutenus par l'Arabie et les Émirats. Les houthis sont de confession zaïdite, qui est une version soft de l'islam chiïte. Les zaïdites et les chaféites (une des 4 écoles du sunnisme) avaient l'habitude de prier dans les mêmes mosquées. Jusqu'au moment où Mouqbil el-Ouadii, un ancien zaïdite converti au salafisme et aux pétrodollars, a fait du prosélytisme massif chez les jeunes zaïdites pour leur dire : « Vos parents sont des infidèles. » C'est cette propagation d'une pensée anti-chiïte qui a créé le mouvement houthi. Celui-ci est ensuite allé chercher des soutiens en Iran.

Les tensions sunnites-chiïtes étaient beaucoup moins fortes quand les Frères musulmans dominaient la scène de l'islam politique. Mohammad Baqer al-Sadr (grand ayatollah irakien ayant fondé le mouvement islamique Da'wa) est lu par les Frères musulmans au même titre que Sayed Qotb (penseur radical au sein de la confrérie). Encore aujourd'hui, les Frères sont considérés comme plus modérés vis-à-vis des chiïtes. Lors d'une conversation à Paris, Mohammad Javad Zarif (ministre iranien des Affaires étrangères) m'a fait un grand éloge des Frères musulmans. Aujourd'hui, on voit bien que Recep Tayyip Erdogan, les Frères musulmans et le Qatar sont beaucoup plus favorables à un modus vivendi avec l'Iran que ne le sont les Saoudiens et les Émirats. Je dois toutefois nuancer tout cela car, au cours de ma dernière longue interview avec Youssef al-Karadaoui (penseur influent

au sein de la confrérie des Frères musulmans), il m'avait tenu des propos très violents contre le soulèvement à Bahreïn parce que celui-ci était, selon lui, l'œuvre des chiïtes et des Iraniens.

Comment les courants islamistes, puis jihadistes, sunnites et chiïtes, se sont influencés l'un l'autre depuis 1973 ? Et quelle est la responsabilité de l'Iran et de l'Arabie dans l'essor de ces mouvements ?

Ils ont eux-mêmes pris chacun une interprétation du sunnisme et du chiïsme qui a poussé à la surenchère. L'expérience libanaise est une expérience jusqu'au lendemain de la guerre civile de cohabitation sunnite-chiïte.

« Musulmans » voulait dire sunnites et chiïtes. Aujourd'hui au Liban, l'axe de contrôle politique clivant est là, il n'est plus entre les chrétiens et les musulmans.

Vous considérez que le salafisme est l'antichambre du jihadisme. Comment expliquer alors qu'il y ait des millions de salafistes et « seulement » des dizaines de milliers de jihadistes ?

Bien sûr, il y a des millions de salafistes qui ne sont pas jihadistes, mais les salafistes pratiquent une rupture culturelle fondamentale, une sorte de civage qui fait que les jihadistes se nourrissent de cette idéologie pour dire : « Nous n'avons rien à voir avec les autres. » « On peut tuer X ou Y parce que ce sont des "kouffar" (infidèles). Les salafistes ne diffèrent en rien des jihadistes sur le plan intellectuel, mais ils ne le mettent pas en œuvre parce qu'ils sont dans une attitude de soumission au waliy al-amr. C'est le prince qui décide au final.

La politique a-t-elle repris le dessus sur le religieux ?

Dans le monde salafiste, oui. Ils ne font pas directement de politique. En Égypte, les salafistes non jihadistes manifestent aux coptes une hostilité sans faille. Abdel Fattah el-Sissi s'appuie sur eux parce qu'il a cassé les réseaux sociaux des Frères musulmans dans les quartiers populaires. L'Égypte est un pays dans lequel vous aviez deux appareils de pouvoir en parallèle : l'armée, qui s'occupait de la diplomatie, des affaires étrangères et des grands travaux, et les Frères qui s'occupaient du social. À partir du moment où les Frères ont été détruits, avec la plus forte répression qu'il y ait eu, il fallait bien qu'il y ait quelque chose qui serve de chambre de compensation, et ce sont les salafistes qui ont récupéré cette fonction sociale.

Le fait que l'Égypte soit aujourd'hui financièrement dépendante de l'Arabie saoudite rend-il le contrôle des mouvements salafistes plus facile pour Sissi ?

Oui, bien sûr. Le renversement de Mohammad Morsi a été abondamment soutenu et financé par le bloc saoudien, les Émirats et même le Koweït pour éliminer les Frères comme concurrents du leadership saoudien dans le monde sunnite. Au fond, en 2013, l'alliance Turquie-Qatar, avec Morsi en Égypte, avec la Tunisie, avec une partie de la Libye, avec le Hamas et une partie de l'opposition syrienne qui était à ce moment-là à dominance « frériste », commençait à devenir un très gros morceau. Le rêve des Frères de disputer aux Saoudiens l'hégémonie sunnite était près de se réaliser. C'est à ce moment-là que l'axe saoudien est intervenu.

La concurrence au sein du

monde sunnite bat aujourd'hui encore son plein. Quand Erdogan a distillé les informations sur l'affaire Khashoggi (en référence au journaliste saoudien tué dans le consulat de son pays à Istanbul), il s'adresse à ses députés en leur faisant le signe rabi'a (quatre), signe de ralliement aux Frères musulmans. L'affaire Khashoggi a permis à la Turquie de gagner des points contre l'Arabie. Je pense que cela va aboutir à la fin de l'embargo contre le Qatar. C'est aussi un élément important dans la lutte pour l'hégémonie sunnite entre les Frères et l'Arabie saoudite.

Les divisions au sein des maisons sunnite et chiïte peuvent-elles atténuer les tensions sunnite-chiïtes ?

Tout le monde doit aujourd'hui trouver un compromis sur la Syrie. Les sanctions américaines contre l'Iran ont déjà conduit à la baisse de 50 % des exportations iraniennes, et les sanctions vont encore augmenter à partir de lundi. L'Iran n'a plus les moyens aujourd'hui de sa politique. Il ne peut plus mener en Syrie une politique déterminée seulement par son propre intérêt. Pour Téhéran, la Syrie, c'est son axe de défense ; c'est à partir de là qu'il peut attaquer Israël. Or, paradoxalement, les succès du Hezbollah font que pour les Israéliens, si un missile vient du Liban, ils répliqueront en bombardant Beyrouth et ne prendront plus le risque de s'embarquer au Liban-Sud. Et le fait est qu'il n'y a plus de missiles en provenance du Liban. Les Iraniens et leurs obligés peuvent utiliser la Syrie pour lancer leurs missiles, mais lorsqu'ils le font, les Israéliens bombardent tout et mettent les Russes dans l'embarras.

A suivre



RUSSIE

Kiosque



Reconstruction syrienne : l'Occident fera-t-il finalement sa «part du travail»?

La reconstruction syrienne pourrait être abordée lors du sommet quadripartite entre Moscou, Paris, Berlin et Ankara le 27 octobre prochain à Istanbul. Un expert militaire russe s'est confié à Sputnik sur les divergences entre la Russie et les pays européens à ce sujet.

Maria Tonkova : Chroniqueur

La reconstruction de la Syrie et le processus de règlement politique de ce pays en proie à un conflit interne depuis 2011 sont des problèmes d'actualité qui pourront être abordés par les participants du sommet quadripartite entre Moscou, Paris, Berlin et Ankara qui doit se tenir le 27 octobre à Istanbul. La Russie et l'Occident peuvent-ils trouver un terrain d'entente? Sputnik a posé cette question à Vladimir Evseev, vice-directeur de l'Institut des pays de la CEI et expert militaire.

Les pays européens doivent faire «leur part du travail» en ce qui concerne le processus de règlement politique en Syrie, estime Vladimir Evseev qui s'est prononcé dans un commentaire pour Sputnik sur les perspectives de la participation des Occidentaux à la reconstruction syrienne.

«Le processus doit être bilatéral et chaque partie doit avoir ses obligations. Si, par exemple, Damas fait son travail, l'Europe doit faire le sien. L'efficacité ne doit pas être définie seulement comme l'efficacité des mesures de Damas mais aussi comme l'efficacité des actions des capitales européennes qui doivent faire leur part du travail», a-t-il expliqué.

Selon lui, seulement dans ce cas de figure, il sera possible de parler d'une «efficacité réelle» telle qu'exigée par les pays européens pour leur participation à la reconstruction de la Syrie.

«Si nous traitons ce problème de cette façon, nous pourrions parler d'une réelle efficacité. Sinon, ils [les pays européens, ndr] pourront toujours qualifier les mesures de Damas d'inefficaces et d'insuffisantes en refusant de l'aider», a-t-il ajouté.

M. Evseev souligne que le processus de transition politique a déjà été entamé avec



la formation d'une commission constitutionnelle syrienne. Il s'agit d'une structure dont la création a été proposée par le Congrès du dialogue national syrien qui s'est tenu le 30 janvier à Sotchi. Cet organe doit inclure des représentants du gouvernement syrien actuel et de l'opposition ainsi que des membres indépendants. En septembre, la Russie, l'Iran et la Turquie se sont mis d'accord sur deux listes de participants, tandis que la troisième liste proposée par l'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, a suscité des discussions.

«La formation d'une commission constitutionnelle syrienne est la démonstration du fait que l'élaboration d'une nouvelle constitution a déjà commencé. Peut-être, faut-il définir un délai à l'issue duquel la constitution devra être rédigée. Il ne doit pas s'agir d'un

processus sans fin», a précisé M. Evseev.

retour des réfugiés est un préalable à l'organisation d'élections en Syrie, a déclaré Alexandre Kouznetsov, vice-directeur de l'Institut du pronostic et du règlement politique, qui a participé le 24 octobre à une visioconférence entre Moscou et Berlin consacrée au règlement pacifique du conflit syrien.

«Il y a six millions de réfugiés syriens à l'étranger [...] Si ces gens ne rentrent pas dans leur pays et ne participent pas aux élections, je pense que de nombreux pays occidentaux et, peut-être, la Turquie ainsi que certains groupes politiques syriens, diront que ces élections ne sont pas valides», a-t-il indiqué.

M. Kouznetsov estime que la reconstruction des infrastructures doit précéder la tenue de ces élections afin de créer les conditions du

retour des réfugiés. En avril dernier, Bachar el-Assad a déclaré lors de sa rencontre avec les parlementaires russes que la reconstruction de son pays pourrait coûter 400 milliards de dollars. Des experts russes indiquent cependant que Moscou ne serait pas capable de garantir l'ensemble de ce financement.

En juillet dernier, le premier vice-représentant de la Russie à l'Onu Dimitri Polyanski a appelé la communauté internationale à contribuer au rétablissement de l'économie syrienne et à ne pas faire de lien entre celui-ci et le processus politique.

«Il faudrait que tous nos partenaires internationaux s'engagent à participer aux efforts de reconstruction en renonçant à tout lien artificiel entre celle-ci et la dynamique politique actuelle», a-t-il déclaré.

En réponse, le représentant de la France à l'Onu François Delattre a réitéré la position française.

«Nous ne prendrons pas part à la reconstruction de la Syrie sans qu'une transition politique soit effectivement mise en œuvre, avec un processus constitutionnel et électoral sincère», a-t-il annoncé.

Washington semble être encore plus intransigent sur la question. Le secrétaire d'État américain a déclaré à la mi-octobre que la Syrie n'obtiendrait pas «un seul dollar» de la part de Washington avant le retrait des forces iraniennes du territoire syrien.

Le 17 août la diplomatie américaine a fait savoir qu'environ 230 millions de dollars d'aide destinés à la stabilisation de la Syrie seraient redirigés vers d'autres objectifs. Donald Trump a, par la suite, qualifié ce financement de «ridicule», en précisant que c'est aux «pays riches du Moyen-Orient» d'assumer leurs responsabilités pour la reconstruction syrienne.



EGYPTE

La stratégie de la séparation des conflits

Par : Mohamed Al-Saïd Idriss : Chroniqueur

L'administration américaine et son président, Donald Trump, adoptent un parti pris évident au profit d'Israël dans le conflit israélo-arabe à tel point qu'il est devenu difficile de faire la différence entre l'intérêt des Etats-Unis et celui de l'Etat hébreu. Cependant, le président américain a laissé échapper des paroles inintentionnées. Il a parlé du « prix fort » que doit payer Israël en contrepartie de la reconnaissance de Jérusalem. Un lapsus qui a obligé le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, et l'ambassadeur américain auprès d'Israël, David Freedman, à intervenir pour réconforter les Israéliens et confirmer que le président américain n'entendait pas qu'Israël doit payer le prix de la reconnaissance de Jérusalem. Mais c'est à peine que Bolton et Freedman eussent terminé leur mission, que Trump parlait au cours de sa rencontre avec le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, du choix de « l'Etat binational » si le choix des deux Etats devenait impossible. Cette fois-ci, les paroles de Trump ont eu l'effet d'un ouragan au sein de l'entité sioniste qui ne voit

d'autre solution pour les Palestiniens que la création d'une confédération palestinienne-jordanienne refusant catégoriquement la solution des deux Etats ou la solution d'un Etat binational. Cette dernière solution signifie un Etat regroupant les deux peuples israélien et palestinien. C'est pour Israël un choix suicidaire qui n'a d'autre débouché que la liquidation du projet sioniste. En effet, Israël est convaincu que le peuple palestinien a un taux de croissance démographique supérieur à celui des Israéliens, ce qui signifie qu'Israël se transformerait en un Etat pour le peuple palestinien avec une minorité juive.

Convaincu du danger que représente l'éventualité d'imposer le choix de l'Etat binational si Israël continue à tergiverser face au choix des deux Etats, conscient des nouvelles données internationales mais aussi de l'évolution du comportement populaire palestinien qui a transformé « les marches du retour » en entrecrocs avec les forces d'occupation, l'Institut des recherches de la sécurité nationale en Israël a présenté une nouvelle vision. Une vision qu'il estime audacieuse et allant au-

delà de toutes les lignes rouges. Son objectif est de consacrer la présence d'Israël en tant qu'Etat puissant et stable et d'écarter entièrement le spectre de l'Etat binational. Il a alors présenté un projet qui vise à reformuler les conjonctures palestiniennes dans l'objectif d'instaurer à l'avenir un Etat palestinien qui n'aurait ni l'objectif ni la capacité de menacer l'Etat israélien.

Cette vision se base sur deux hypothèses. La première est qu'un accord permanent entre Palestiniens et Israéliens est impossible dans les prochaines années. Chacune des parties se trouve incapable d'assumer le fardeau, les conséquences et les exigences de cette solution permanente qui doit trancher les sujets les plus épineux comme Jérusalem et l'Esplanade des mosquées, le droit de retour et l'avenir des colonies. Par conséquent, il devient indispensable d'élaborer « une formule aux multiples voies » avec l'objectif de créer un Etat qui permette une séparation aussi bien au niveau politique qu'au niveau du sol.

La seconde hypothèse repose sur l'idée que le danger qui menace

Israël n'est plus seulement un danger palestinien, mais aussi un danger régional. En effet, les Israéliens suivent avec inquiétude l'éventualité que l'Iran réussisse avec ses alliés à former un front puissant au nord d'Israël. Un front vraisemblablement plus dangereux que le front du sud représenté par les factions d'opposition à Gaza, surtout le Hamas. Le principal objectif stratégique d'Israël maintenant est d'empêcher une forte présence iranienne en Syrie et au Liban. Cette seconde hypothèse signifie qu'Israël doit assimiler le danger palestinien qu'il juge incomparable au nouveau danger qui se forme au nord, et auquel il doit accorder toute son attention pour pouvoir l'affronter via une alliance avec les pays arabes modérés. Cependant, cette alliance est impossible sans la résolution de la cause palestinienne.

Ces deux hypothèses sont le fondement de la vision élaborée par l'Institut israélien des recherches sur la sécurité nationale pour parvenir à un règlement sur plusieurs étapes pour l'instauration d'un Etat palestinien qui se plie à un ensemble de principes. Le plus

important est certes d'assurer la sécurité et les intérêts politiques d'Israël de sorte que l'armée israélienne contrôle toutes les terres, tous les points de passages et les routes stratégiques, tout en mettant en place un plan économique dont l'objectif est d'améliorer rapidement les conditions de vie des Palestiniens. Cependant, ce plan vise seulement la Cisjordanie alors que la bande de Gaza demeure en dehors de tout plan.

En fait, ce projet adopte le choix de deux Etats selon des conditions israéliennes et selon un intervalle de temps garantissant à Israël ses intérêts sécuritaires et lui permettant de s'adonner à d'autres missions. La principale mission consiste à empêcher la formation d'un front iranien au nord d'Israël en Syrie et au Liban et à former des coalitions régionales qui permettent une normalisation des relations avec les voisins arabes d'Israël pour affronter les dangers communs. C'est là le principal objectif du plan : assimiler le danger palestinien pour pouvoir affronter le danger iranien selon la stratégie de la séparation des conflits.

LES ARAIGNÉES-LOUPS P

Elles pourraient avoir une influence inattendue sur le réchauffement climatique

Des chercheurs ont révélé les effets inattendus du changement climatique sur une espèce méconnue : l'araignée-loup arctique.



Région la plus au nord du globe, l'Arctique est indissociable de sa vaste banquise et de la toundra qui l'entoure. Sur ce territoire de glace vit une faune aussi célèbre que la rudesse du climat local. Ours, renards et autres lièvres polaires font effectivement partie intégrante de ce paysage immaculé. Mais dans cette blanche immensité se cachent également des êtres bien plus discrets, bien plus petits aussi, et pourtant bien présents : les araignées-loups arctiques.

Endémique de l'Arctique, *Pardosa glacialis*, apprécie – comme son nom scientifique le laisse entendre – les frimas polaires. Aussi discrète et méconnue qu'elle soit, cette espèce surabonde dans la toundra, et équivaut à environ quatre-vingts fois la population du loup gris. Une abondance qui a poussé des chercheurs à étudier plus en détails ce petit arachnide.

Il faut dire que l'araignée-loup arctique joue un rôle primordial au sein de son écosystème. Ses proies favorites sont de petits arthropodes connus sous le nom de collembolles. Avant d'être dévorés, ces pancrustacés se nourrissent de champignons, qui ont – eux-aussi – besoin de s'alimenter. Un besoin qu'ils comblent en dégradant des plantes mortes...

Un mécanisme à double tranchant

Ce processus s'avère bénéfique pour la flore locale, qui profite des nutriments libérés par ce mécanisme de dégradation. Mais, plus étonnant, il se révèle aussi particulièrement néfaste pour le climat, en provoquant la libé-

ration de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère. C'est donc sur cette réaction en chaîne pour le moins complexe que se sont penchés des chercheurs à l'occasion d'une étude publiée dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Leur but : déterminer les effets du changement climatique sur les acteurs de ce cycle, et en premier lieu sur l'araignée-loup.

"La façon dont les organismes interagissent les uns avec les autres peut influencer d'importantes fonctions de l'écosystème, telles que la quantité de carbone qui reste fixée par les plantes, la vitesse à laquelle se produit la décomposition, et la façon dont les nutriments circulent au sein de cet écosystème", explique l'auteur principal des travaux Amanda Koltz, biologiste à l'Université Washington de Saint-Louis, aux États-Unis.

Une logique bouleversée

En toute logique, plus le nombre d'araignées-loups est grand, plus la population de leurs proies favorites – les collembolles – tendrait à décliner. Une logique valable uniquement dans les conditions climatiques actuelles. Selon les analyses menées par les chercheurs, une augmentation de température bouleverserait en effet ce lien de cause à effet qui paraît pourtant si solide.

Avec un à deux degrés Celsius supplémentaires, le rapport finit étonnamment par s'effacer : malgré la présence d'un grand nombre d'araignées, les collembolles parviennent à proliférer.

La faute au changement de régime de l'araignée-loup arctique, qui se tourne alors vers d'autres proies. Suite à cette multiplication inattendue du nombre de collembolles, c'est une quantité de champignons plus importante qui serait consommée.

Libérateur de gaz à effet de serre, le phénomène de décomposition dont ils sont à l'origine s'en trouverait ainsi diminué. "Cela suggère que sous certaines conditions, [les araignées] pourraient diminuer certains des effets du réchauffement provoqué par les pertes de carbone de la toundra", explique Amanda Koltz. "C'est une bonne chose", poursuit la biologiste.

Un enthousiasme à relativiser

Cette découverte bouleverse ainsi les connaissances scientifiques sur certains des effets du changement climatique, comme le souligne Amanda Koltz : "Nous pensons souvent à la façon dont des températures plus élevées pourraient renforcer ou affaiblir les interactions entre les prédateurs et leurs proies. Mais dans ce cas, nous montrons que quand le réchauffement modifie ces interactions, cela peut aussi mener à des changements dans des processus de niveau écosystémique comme les taux de décomposition".

Aussi étonnante et réjouissante qu'elle soit, cette découverte met en lumière un phénomène dont l'importance demeure toute relative. "Les araignées ne vont pas nous sauver du changement climatique", tempère finalement Amanda Koltz.

CLIMAT

Les humains auraient inversé l'horloge climatique de la Terre de façon dramatique

Une étude révèle que les être humains auraient inversé l'horloge climatique de plusieurs millions d'années, le tout en deux siècles.

Pour mieux connaître notre futur sur Terre, une équipe de chercheurs suggère de se tourner vers le passé. Dans une étude, parue dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*, ils suggèrent que l'Homme aurait inversé la tendance au refroidissement climatique, remontant en somme dans le temps de plusieurs millions d'années... Le tout en deux siècles.

Étudier le passé pour comprendre le futur. D'ici 2030, le climat terrestre pourrait s'apparenter à celui que notre planète a connu au milieu du Pliocène, soit 3 millions d'années en arrière, géologiquement parlant. Si nous maintenons des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre similaires à ceux actuels, le climat pourrait alors ressembler à celui de l'Éocène d'ici 2150. Cette époque, caractérisée par des températures chaudes et une quasi absence de glace, remonte 50 millions d'années en arrière.

"Si nous songeons à l'avenir en nous calquant sur le passé, celui-ci est un territoire inconnu pour la société humaine", commente l'auteur principal de l'étude, Kevin Burke. "Nous nous dirigeons vers des changements particulièrement spectaculaires sur une échelle de temps extrêmement rapide, inversant la tendance au refroidissement planétaire en l'espace de quelques siècles."

Il nous est impossible de savoir si les espèces actuellement en vie sur Terre disposent des qualités nécessaires pour survivre à une transition si drastique et rapide. "Nous pouvons utiliser le passé comme un élément de mesure pour l'avenir, qui sera si différent de tout ce que nous avons pu connaître au cours de notre vie", souligne le paléoécologue John Williams.

Hausse des températures

Durant le Pliocène, les températures étaient 1,8 à 3,6 degrés supérieures à celles que nous connaissons aujourd'hui. Une projection inquiétante qui selon les chercheurs est vouée à se réaliser, que nous réduisions modérément nos émissions ou non. Quant à l'Éocène, celui-ci enregistrait des températures 13 degrés supérieures à celles actuelles. Force est de présumer qu'une augmentation aussi brutale en 130 ans fera de la Terre un enfer vivant pour la plupart des créatures.

"Nous avons vu de grandes choses ponctuer l'Histoire de la Terre – de nouvelles espèces évoluent, la vie persiste et des espèces survivent. Mais de nombreuses espèces seront perdues. Or, nous vivons sur cette planète", rappelle Williams. "Ce sont des choses dont nous devons nous préoccuper. Cette étude pointe donc vers la façon dont nous pouvons utiliser notre histoire et celle de la Terre pour comprendre les changements actuels et trouver comment nous adapter au mieux."

COMPORTEMENT ANIMAL

Voici pourquoi les chats adorent se mettre dans des boîtes

Tous les propriétaires de chats en ont déjà fait l'expérience : les félins adorent se mettre dans des boîtes. Mais d'où vient cette passion ? Des scientifiques pensent avoir la réponse.

Vous avez beau dépenser des fortunes en jouets pour chats toujours plus élaborés, rien n'y fait : votre compagnon à quatre pattes n'a d'yeux que pour les papiers d'emballages et, surtout, les boîtes en carton. Peu importe la taille, peu importe qu'il

puisse y rentrer ou non, le chat va irrémédiablement essayer de s'y glisser. Mais d'où vient cet amour compulsif pour les boîtes en carton ? Des scientifiques pensent avoir la réponse.

Ils ont en effet analysé un comportement bien spécifique des félins dans la nature : lorsque les femelles donnent naissance à une portée, elles fabriquent une sorte de nid dans un espace restreint, confiné, protégé des prédateurs. Et elles ne sont pas les

seules, puisque les chattes domestiques le font aussi.

Les chats, des êtres solitaires

Il y a une raison biologique à cela : dans ce petit cocon rassurant, les cerveaux de la mère et ses petits relâchent alors de la morphine, qui a pour objectif d'apaiser la portée. Résultat, il est ancré dans leur esprit que les espaces confinés sont synonyme d'abri, où ils sont en sécurité.

Par ailleurs, une étude conduite en 1999 sur le comportement animalier statuaient - et vous pouvez le constater vous-mêmes - que les chats sont par nature des créatures solitaires. Ils passeraient pas moins de la moitié de leur temps à se cacher du regard des autres chats... ce, même lorsqu'ils sont à trois mètres de distance l'un de l'autre. Moralité, si votre chat passe son temps dans une boîte, il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter.

SCIENCE

Combien de temps durerait un voyage vers Trappist-1 ?

Nombreux sont les astronomes, et même les simples Terriens comme vous et moi, qui auraient très envie d'aller voir sur place à quoi ressemble précisément chacune des sept planètes rocheuses gravitant autour de la petite étoile Trappist-1.



Yen a-t-il qui sont couvertes d'eau liquide ? Sont-elles arides ? Sont-elles toutes synchronisées avec leur soleil, comme le supposent les chercheurs ? Trois d'entre elles figurent dans la zone habitable (c'est la plus remarquable collection de planètes de taille terrestre dans la région « tempérée » d'une étoile détectée à ce jour) : offrent-elles des conditions accueillantes pour des formes de vie ? Sont-elles habitées ? et si oui, à quoi ressemblent les êtres vivants ? Bref, ces mondes ont énormément de choses à nous apprendre. Le problème reste la difficulté d'y aller pour un vaisseau avec des passagers humains et même pour une mission de reconnaissance.

Distance : Trappist-1 est à moins de 40 années-lumière !

Pourtant, à l'échelle de la galaxie, Trappist-1 est une voisine : 39 années-lumière (ce qui fait environ 370.000 milliards de km), c'est en effet un peu « la porte à côté » en comparaison avec le diamètre de la Voie lactée (100.000 années-lumière).

À la vitesse de la lumière, le voyage ne prendrait, donc, que 39 années. Toutefois, comme chacun sait, nous

sommes encore loin de pouvoir nous déplacer à cette vitesse...

Les sondes spatiales mettraient trop de temps

La sonde américaine New Horizons, qui a décollé de la Terre en 2006 et accompli un survol historique de Pluton en 2014 (à plus de 4,5 milliards de km de la Terre), est, à l'heure actuelle, l'une des plus rapides de la flotte spatiale terrestre. Elle parcourt quelque 14,3 km chaque seconde, ce qui fait une vitesse de croisière de 51.000 km/h. Pour rejoindre Trappist-1 et « ses sept merveilles », il lui faudrait pas moins de 817.000 ans... !

Durant une courte période, lors de son approche de Jupiter en juin 2016, la sonde Juno, qui a bénéficié de l'assistance gravitationnelle de la géante gazeuse, a connu des accélérations avec des pointes à 265.000 km/h, ce qui lui valut de pulvériser tous les records de vitesse d'un engin spatial ! À ce rythme, le vaisseau ne mettrait que 158.600 ans pour atteindre Trappist-1 (et environ 10 fois moins de temps, pour arriver dans le système voisin de Proxima du Centaure, à 4,2 années-lumière).

Quant à la célèbre sonde Voyager 1, partie de la Terre en 1977 et qui a

rendu visite à Jupiter (1979) et Saturne (1980), toujours aussi vélocité, elle se déplace à une moyenne de 61.000 km/h. Si elle se dirigeait vers l'étoile qui nous intéresse, en direction de la constellation du Verseau, il lui faudrait 685.130 ans exactement pour arriver...

Des microsondes allant à la vitesse de la lumière ?

En résumé, même s'ils sont très rapides, aucun de ces engins ne pourrait visiter les sept exoplanètes d'ici un siècle. La solution la plus rapide proposée à ce jour, surtout pour aller explorer Proxima b à seulement 4,2 années-lumière (environ 40.000 milliards de km), est le projet de Yuri Milner et Stephen Hawking : Breakthrough Starshot.

Ces microsondes dotées de voiles très fines pourraient être accélérées par de puissants tirs lasers à 20 % de la vitesse de la lumière : 216 millions de km/h (soit 4.000 fois la vitesse de New Horizons) ! À cette vitesse, il lui faudrait 20 ans seulement pour atteindre Proxima et un peu moins de 200 ans pour arriver dans le système de Trappist-1 ! Une solution rapide, certes mais qui, pour l'instant, est encore à l'étude. Verrons-nous la surface de ces planètes de notre vivant ? Pas sûr.

HIVER

Est-ce une bonne idée de manger plus gras quand il fait froid ?

De nombreuses personnes pensent qu'il faut manger gras l'hiver pour regagner des forces. Mais est-ce vraiment utile ? Voici la réponse des nutritionnistes pour y voir plus clair.

Quand l'hiver arrive, difficile de faire l'impasse sur les raclettes, tartiflettes et fondues en tous genres. Pour beaucoup, la baisse des températures sonne l'heure des repas riches en gras. Et pour cause : cette habitude est héritée d'une vieille croyance, qui veut que "quand il fait froid, on a besoin de plus d'énergie pour maintenir la température du corps à 37°C", comme l'explique à l'Obs le professeur Pierre Déchelotte.

Mais au final, est-ce vraiment utile ? Selon le nutritionniste, la réponse est malheureusement non : cette vérité valait "il y a encore 50 ans. [...] Mais ce n'est plus vrai dans notre environnement actuel, dans lequel nos besoins d'énergie ont considérablement diminué."

Manger plus (gras) quand il fait froid, une fausse bonne idée ?

Entre nos foyers et nos lieux de travail, rares sont celles et ceux exposés au grand froid. Manger plus gras pour avoir plus d'énergie à brûler ne sert donc pas sur le plan nutritionnel. Même si ce type de repas est finalement plutôt devenu un moyen de partager des moments de convivialité avec ses proches.

De nos jours, nos vies sont également bien plus sédentaires que celles de nos aînés : "notre vie moderne actuelle est une vie trop économe en énergie", statue le professeur Déchelotte. "D'où la recommandation de bouger plus. [...] Au quotidien, il faut privilégier une alimentation variée, équilibrée, moins riche." Rappelons qu'en France, 6,5 millions de personnes sont considérées comme obèses, soit près de 15% de la population adulte.

Il sauve sa sœur de la gueule d'un crocodile

Aux Philippines, un adolescent de 15 ans a combattu un crocodile pour sauver sa sœur de 12 ans. L'animal l'avait saisie dans ses mâchoires et entraînée dans l'eau.

Un courageux adolescent a combattu un crocodile pour sauver la vie de sa petite sœur après que le saurien a tenté de l'entraîner dans l'eau depuis un pont, dans le sud-est des Philippines.

La fille de 12 ans marchait sur ce pont avec son frère de 15 ans. Lorsque celui-ci a atteint la rive opposée, un crocodile de quatre mètres de long a jailli hors de l'eau et a enfoncé ses dents dans la jambe de la

fillette, relatent plusieurs médias.

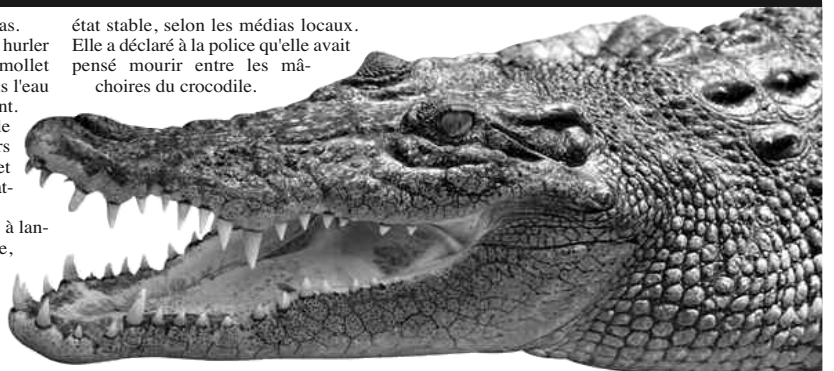
Cette dernière a commencé à hurler quand l'animal a mordu son mollet droit et a essayé de la tirer dans l'eau alors qu'elle s'accrochait au pont.

Elle a ensuite expliqué qu'elle était en réalité tombée à travers un trou de ce pont artisanal et que le crocodile lui avait alors attrapé la jambe.

Mais son frère aîné s'est mis à lancer des pierres sur le reptile, réussissant enfin à l'éloigner.

La fillette a une profonde entaille à la jambe droite et a été admise à l'hôpital pour y être soignée. Elle se trouve dans un

état stable, selon les médias locaux. Elle a déclaré à la police qu'elle avait pensé mourir entre les mâchoires du crocodile.



**Espace
réservé
à la pub**

16^E ÉDITION DE DIMAJAZZ

Inoubliable soirée de clôture avec le Wonder Collective

Le Wonder Collective - Tribute to Stevie Wonder (WOCO) a brillamment clôturé la 16^e édition du festival international de Jazz de Constantine, faisant le bonheur des centaines de festivaliers venus, samedi soir au Théâtre régional Mohamed-Tahar Fergani, redécouvrir le répertoire du génialissime Stevie Wonder.

Se voulant résolument festive, la soirée de clôture du Dimajazz a, comme à l'accoutumée, tenu toutes ses promesses grâce aux onze membres du Wonder Collective qui ont sorti une prestation euphorisante et joyeuse placée sous l'explosive triade "Funk", "soul", "rhythm'n'blues".

Arborant fièrement sur scène le wax, qui n'est pas sans rappeler les habits portés par Stevie Wonder lors de ses tournées d'antan, les musiciens formés dans le département jazz de l'école nationale de musique de danse et d'art dramatique de Villeurbanne (France), ont parfaitement réussi leur mission en témoignant les déhanchements effrénés observés tout au long du spectacle dans l'enceinte du théâtre régional de Constantine. Portée par des vocalistes très performants, une section cuivre joyeuse, une rythmique dynamique, et un jeu de guitare énergique, le woco ont plongé le public du dimajazz dans un état second, un public qui reprenait en chœur des les tubes, "I Just Called to Say I Love You", "master blaster", "Do I do", "Higher ground" et bien d'autres morceaux qui auront permis à Stevie Wonder de bâtir sa propre légende et de faire de lui l'un des artistes les plus prolifiques du XX^e siècle. Le groupe met fin une première fois au spectacle mais le public qui avait du mal à se faire à l'idée que le spectacle devait, tôt ou tard s'achever n'a pas hésité à



réclamer du rab. Généreux mais surtout très impressionné par la réceptivité du public du Dimajazz. Le retour sur scène du Woco a été des plus intenses avec des musiciens redoublant d'ardeur pour interpréter les ultra-groovy "Superstition", "Another star" et "Keep on running".

En coulisse, le chanteur du Woco, Pierric Tailler a confié avoir été "impressionné" par tous ces grands noms du Jazz qui sont passés au Dimajazz depuis sa création chose qui il a encouragé à se donner à fond face au public. Ouvert le 12 décembre courant, le 16^{ème} Festival international de jazz, Dimajazz, a offert de somptueuses expériences musicales des sonorités africaines de "Djam" au jazz aérien de la formation oranaise "Astral vibes Conspiracy" en passant par « Grooz » le projet de Abdel hak Benmadjebari bas-

siste chanteur d'origine algérienne basé à Montréal, reliant avec beaucoup talent le groove des rythmes africains au Jazz.

Les cinq jours de spectacles ont également permis au public d'apprécier le savoureux jazz manouche d'Ecce quartet ainsi que le projet "Reflejos con Barry" de Lukas Schiemer et Beate Reiermann, deux figures de la scène de jazz viennoise, sans oublier l'univers musical de l'artiste franco-togolais Ayité ou encore l'électro des deux enfants terribles d'Oud, Mehdi Haddache et Smadj.

Pour de nombreux observateurs, ce 16^{ème} Acte du Dimajazz est venu rappeler que, malgré les écueils administratifs et financiers, ce festival demeure "une référence en matière de technicité et de programmation maîtrisée" mais surtout, et c'est cela le plus important, qu'aucune œuvre de qualité ne peut être faite sans abnégation.

10^E FICA

Projection du documentaire "Nar"

Le film documentaire "Nar" (feu), une œuvre explorant la violence extrême de l'immolation par le feu qu'elle tente de déchiffrer à travers les témoignages de survivants, de la réalisatrice Meriem Achour Bouakkaz a été projeté au public samedi soir à Alger.

D'une durée de 52mn, "Nar" a été présenté dans la sélection de films hors compétition du 10^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) qui a pris fin samedi.

Dans ce film, la réalisatrice donne la parole à des citoyens algériens qui ont survécu à une tentative de suicide par immolation en essayant de comprendre ce choix d'une extrême violence.

Les témoignages des survivants convergent vers un profond désespoir et un malaise social omniprésent résultant de divers problèmes comme le chômage, la promiscuité, le problème de logement, ou encore le manque d'infrastructures sportives et culturelles

dans des zones parfois très isolées. Pour ces survivants qui reviennent d'une expérience traumatisante, ce choix résultant d'un profond désespoir s'est imposé parfois comme "ultime recours" après des tentatives d'immigration clandestine ou après avoir épuisé toutes les voies pour trouver des solutions à leurs problèmes.

Le documentaire donne également la parole à des familles endeuillées par la perte d'un fils ou

d'un frère qui a choisi le feu pour crier son désespoir.

Lors de cette dernière soirée de projection du Fica, la réalisatrice Fatima Ouazene a également présenté son court métrage de fiction "Décennie noire" relatant en 12mn l'histoire d'un père de famille qui décide de marier ses filles discrètement dans une mosquée de crainte que ces dernières ne soient kidnappées par un groupe terroriste.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA D'ALGER

Une sélection documentaire à la hauteur

En plus d'être une des rares occasions pour le public de renouer avec les salles obscures, le Festival international du cinéma d'Alger (Fica), qui a pris fin samedi soir, aura confirmé cette année encore son orientation tournée vers le film engagé dans une sélection documentaire à la hauteur des attentes des cinéphiles.

Plus de 30 films entre documentaires, courts et longs métrages de fiction dont 24 en compétition et des projections hors compétition étaient au programme de ce Fica qui a organisé la première compétition dans la section court métrage, absente des éditions précédentes.

Le public a eu droit à une sélection de documentaires résolument arrimés aux thèmes traitant de l'humain, donnant au Festival une identité affirmée qui le différencie des autres manifestations cinématographiques, même si les organisateurs ont adapté leur sélection pour combler le vide laissé par Festival d'Oran du film arabe, annulé pour 2019.

Des portraits de militants, des combats pour la justice et autres drames de migrants subsahariens, sont proposés dans des documentaires comme "Le silence des autres" coréalisé par l'Espagnole Al-

modena Carracedo et l'Américain Robert Bahar, "L'envers d'une histoire" de la Serbe Mila Turajlic, ou encore "Tilo Koto" des Françaises Valérie Malek et Sophie Bachelier.

Très attendus des cinéphiles, le documentaire "143, rue du désert" de Hassan Ferhani et "Paysages d'automne" premier thriller de Merzak Allouache ont également été projetés en avant-première.

Une sélection de huit longs métrages de fiction était aussi au programme. Entre autres films retenus dans la catégorie, "Fatwa" du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud dénonçant la montée de l'extrémisme religieux en Tunisie, "Yuli" de l'Espagnole Iciar Bollain sur la vie d'un danseur de ballet cubain ou encore le film d'animation "The Tower" inspiré de la vie dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, réalisé par le norvégien Mats Grorud.

Au titre de la compétition dans le court métrage, huit films étaient en lice: "Hadi Hya" de Youcef Mahsas, "La fausse saison" de Menad Embarek, "Une histoire dans ma peau" de Yanis Khelloufi, "Felfel Lahmar" de Saadia Gacem, "facing Mecca" du Suisse Jean-Eric Mack et "Burkina Bounty" de l'Américaine Lara Lee.

MUSÉE D'ART MODERNE D'ORAN

Inauguration d'une exposition d'arts plastiques "Flore et zones" de Mourad Belmekki

Une exposition "Flore et zones" de l'artiste plasticien Mourad Belmekki s'est ouverte samedi au musée d'art moderne d'Oran (MAMO) mettant en exergue la magie du monde floral et de sites féériques. L'exposition comporte 35 tableaux reproduisant avec une touche artistique des plantes existant en Algérie et dans les pays du bassin méditerranéen, dont le mimosa et le géranium et d'autres poussant dans le Sahara, a fait remarquer l'artiste.

Jouissant d'une expérience artistique de 35 ans, Mourad Belmekki étale sa vision philosophique de l'art à travers des toiles présentant des sites et régions d'Algérie et des cérémonies de fêtes avec des troupes folkloriques comme "Karkabou". Entre autres aquarelles, un tableau est dédié au charme du Sahara avec

des sculptures rayonnantes.

L'artiste adopte, dans ses œuvres exposées jusqu'au 14 décembre prochain, la technique de mélange de l'acrylique et du pastel avec une répartition judicieuse de la lumière à travers les formes dessinées en utilisant des couleurs vives pour leur conférer une touche esthétique, comme il l'a expliqué. Diplômé du département des arts plastiques de l'université de Mostaganem, Mourad Belmekki a participé à 300 expositions collectives et 50 individuelles à travers le pays.

L'artiste plasticien a réalisé des fresques et a remporté plusieurs prix. Enseignant au département des arts de l'université d'Oran 1 "Ahmed Benbella", il a formé des inspecteurs d'arts plastiques du cycle moyen.

DOTÉ DE 125.000 EUROS

Joan Margarit, prix Cervantès 2019

Le poète catalan, Joan Margarit, a remporté l'édition 2019 du prix Cervantès, considéré comme la plus haute distinction en littérature hispanique.

Le jury de ce prix, doté de 125.000 euros, a mis en avant le langage lucide et innovant employé par M. Margarit et son travail poétique d'une transcendance profonde, ainsi que sa contribution distinguée à l'enrichissement des langues espagnole et catalane. "Joan Margarit incarne la pluralité culturelle du pays ibérique dans une dimension universelle",

a relevé le jury, mettant en avant l'apport du poète catalan à l'enrichissement de l'héritage littéraire hispanique".

Né en 1938 à Sanahuja, Joan Margarit est un poète, architecte et essayiste espagnol. Il est considéré comme l'un des vétérans de la poésie catalane, dont les œuvres ont été traduites en plusieurs langues. M. Margarit a remporté plusieurs prix nationaux et internationaux, dont le prix Miquel de Palol (1982), le prix de la critique Serra d'or (1982, 1987 et 2007), le prix national de littérature de la

Generalitat de Catalogne (2008), le prix national de poésie de Casa Misericordia (2008), et le prix des poètes du monde latino de Mexique. Il s'est vu également décerner en 2019 le prix Reine Sofie de poésie ibéro-américaine. Il compte à son actif plusieurs œuvres, en l'occurrence "El primer frío: poésie 1975-1995", "L'ombra de l'altre mar" (1981), "Joana" (2002), "Cálculo de estructuras" (2005), "No estaba lejos, no era difícil" (2011), "Se pierda la señal" (2013) et "Un asombroso invierno" (2018).

Sinapisme	Il peut être de désespoir	Chaussures légères	Gentil	Expérience	Fleuve d'Ecosse	Port antique de Rome	Malicieux
Cuves			Coûteuses		Souveraines		Pénétra
			Répétition				
Allure				Avant le lycée		Théâtre basé à Villeurbanne	
Bien-heureux				Possèdent		Voilés	
			Dit pour sourire				
			Base de l'impôt				
Une affaire politico-financière	Acteur de Géant, et à l'est d'Eden Ecole québécoise				Soleil divin	Purifié	
						Manillon	
							Argent
							Arbre exotique
Recueil de cartes géographiques				Stable			Ciel-de-lit
Région au dessus du Caucase				Autre moi			
					Flamberges	Pays européen	
						Divin marquis	
Entre l'URSS et la Russie	Bidets					Tante de Bambi	L'Estonie
	Glorification					Surfaces agricoles	
		Opération plastique					
		Implanter solidement					
Cette ville a une faïencerie renommée	Rancune			Futur officier		Enzyme	
	Figure						
			Indium	Naissance			Gare
				Avec les coutumes			
Époux				Érodas			Astate
Hommes de coeur				Doctrine			Rangs
						Contre tout	
					Jeu de pions	Einsteinium	
Infirmes (initiales)			Ils fusent	Petite loge pour sentinelle			
Veux							
				Ne fait rien			Département français
Support mural	Parfumé				Grefe	Il peut-être grosse	
	Boulette de poisson						
				Lisse		Bien-heureux	
						Une pièce de charrue	
Imperméable				Avec les autres		Fulgine	
Oeuvre de Cizia Zyké				Durée		Négation	
		Figurine provençale					Jeu vidéo
Recueil plaisant			Filles du frère				Néon

21h05

Colombiana

W9



A Bogota, en 1992, Cataleya n'a que 9 ans quand son père et sa mère sont assassinés par des truands.

20h55

Boyhood

arte



Mason, un garçon rêveur de 6 ans, habite avec sa sœur, Samantha, et sa mère, Olivia, dans une petite ville du Texas.

21h15

The Expatriate

CB



A la mort de son ex-femme, Ben Logan a décidé de quitter la CIA

21h05

La guerre des mondes

CANAL+



Catherine est heureuse d'avoir retrouvé sa petite sœur, Sophia

20h50

L'argent

5



Norbert, un adolescent couvert de dettes, obtient un faux billet par Martial, un camarade de lycée.

21h05

On l'appelait Ruby

france 2



Faustine Tanner est retrouvée morte, noyée, par les gendarmes. Rapidement, les soupçons se portent sur la famille Monnier.

21h15

Captain America : le Soldat de l'hiver

tmc



Deux ans après l'invasion de New York, Steve Rogers travaille toujours pour le SHIELD, l'agence dirigée par Nick Fury.

LA NATION

Quotidien National d'Information.
Édité par SARL «NATION EDITION»
Capital social de 100 000,00 Da
Directeur Général

Responsable de la publication
Omar ATTIA

Impression

Centre : SIA
EST : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution

Centre : La Nation
EST: La Nation
Sud: La Nation
Ouest: La Nation

Pour toutes vos publicités contacter
ANEP 1 rue Pasteur Alger Centre

Tel/ Fax : 023 50 80 05

Siège de la rédaction

03, rue Ali Boumendjel, Square Port Said,
Alger Centre
Tel/ Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL
005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

LA NATION

CHU D'ORAN

100 cas annuel d'intoxications aiguës aux pesticides

Le service de pharmacologie toxicologie du CHU d'Oran enregistre chaque année près de 100 cas d'intoxications aiguës aux pesticides, a indiqué hier à l'APS la cheffe de cette structure.



Interrogée en marge de la 9ème rencontre internationale de toxicologie, qui se tient à Oran du 16 au 18 novembre courant, le Pr Rezkallah Hassiba a expliqué qu'une centaine de personnes victimes d'intoxications aiguës aux pesticides sont prises en charge annuellement au niveau de son service. "Il s'agit généralement d'intoxications volontaires (à 58%), notamment chez les adultes", a souligné la spécialiste, ajoutant que l'intoxication à l'alpha-chloralose (un pesticide pour usages divers) prend de plus en plus d'ampleur en Algérie et fait craindre

le même scénario que l'ancienne série d'intoxications par le "rat-killer". La prise en charge des cas d'intoxication aiguës aux pesticides peut s'avérer très compliquée et exige des interventions multidisciplinaires. L'organisation de la 9ème rencontre sous le thème "pesticides : risques sanitaires et environnementaux", vise, entre autre, à aborder la prise en charge des cas d'intoxications aiguës aux pesticides sous différents angles, avec des conférences et ateliers animés par des médecins-spécialistes en réanimation, en toxicologie analytique ainsi que par des méde-

cins-urgentistes. La rencontre à laquelle participent des spécialistes nationaux et étrangers (Maroc, Tunisie, France), abordera par ailleurs l'utilisation des pesticides en milieu agricole et le danger des résidus de ces produits chimiques sur la santé humaine. Les conférences et ateliers de cette rencontre s'articulent sur trois axes, à savoir "les intoxications aiguës aux pesticides", "les résidus des pesticides dans les fruits, les légumes et l'eau" et "les aspects réglementaires, les expositions professionnelles et les risques éco-toxicologiques des pesticides".

L'Inde réussit un tir d'essai nocturne de son missile balistique "Agni-II"

L'Inde a procédé avec succès au premier tir d'essai nocturne de son missile balistique à portée intermédiaire Agni-II, a rapporté hier la radio publique All India Radio (AIR). L'essai a été mené samedi soir dans l'Etat d'Odisha (est) par le commandement des forces stratégiques de l'armée indienne avec le soutien logistique de l'Organisation de recherche et développement militaire (DRDO). "L'intégralité de la trajectoire (du missile) a été suivie par une batterie de radars sophistiqués, de

stations de télémétrie, d'instruments électro-optiques, ainsi que par deux navires de la Marine déployés près du point d'impact dans le golfe du Bengale", a précisé la radio. Déjà

mis en service, Agni-II est un missile balistique à portée intermédiaire doté d'une capacité nucléaire. Il peut transporter une charge d'une tonne sur une distance de 2.000 kilomètres.

Lundi 18/11/2019

Météo

Alger	18°
Tiaret	19°
Constantine	20°
Tizi Ouzou	16°
Bejaia	18°

Un cas de peste bubonique signalé en Mongolie intérieure

La peste bubonique a été diagnostiquée chez une personne samedi, et celle-ci est actuellement hospitalisée dans le district de Huade de la région autonome de Mongolie intérieure (nord), a annoncé dimanche la commission sanitaire régionale. Selon des enquêtes, le patient, originaire de la ligue de Xilingol de la région, a chassé et mangé un lièvre le 5 novembre. Vingt-huit personnes ayant eu des contacts étroits avec le malade ont été mises en quarantaine médicale. Aucune d'elles ne présente à ce jour de symptômes tels que la fièvre, selon la commission. Deux patients de la ligue de Xilingol ont reçu un diagnostic de peste pneumonique mardi à Pékin. Aucune association épidémiologique n'a été découverte entre les deux cas, selon les autorités.

Journée africaine de la statistique : Portes ouvertes au siège de l'ONS

L'Office national des statistiques (ONS) organise aujourd'hui à Alger une journée "Portes ouvertes" à l'occasion de la célébration de la Journée africaine de la statistique, a indiqué hier l'office dans un communiqué. Cette manifestation, qui se tiendra au siège de l'Office, vise à sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de la statistique dans tous les aspects de la vie sociale, politique et économique, a expliqué la même source. La Journée africaine de la statistique, qui coïncide avec le 18 novembre de chaque année, est célébrée cette année sous le thème: "Tout le monde compte: des statistiques de qualité pour une meilleure gestion des déplacements forcés en Afrique". Ce thème correspondant à celui de la 32ème session ordinaire de l'assemblée de l'Union Africaine (UA) qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 10 et 11 février 2019 "année des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes: vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique", selon la même source. Cet événement africain, qui est célébré depuis 1993, est un rendez-vous annuel que saisit l'ONS à l'instar des autres institutions africaines des statistiques "pour sensibiliser l'opinion publique quant à l'importance de la statistique officielle, et contribuer, de ce fait, à la propagation la plus large possible de la culture statistique", a ajouté le communiqué.

M'sila : Saisie de 475 qx de blé tendre destinés à la contrebande

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont procédé à la saisie d'une quantité de 475 quintaux (qx) de blé tendre destinée à la contrebande dans la commune Mohamed Boudiaf (180 km au Sud-ouest de la wilaya de M'sila), a indiqué dimanche la cellule de communication de ce corps constitué. Lors d'un point de contrôle routier installé à proximité de la commune de Mohamed Boudiaf, limitrophe à la wilaya de Djelfa, les éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté vendredi deux semi-remorques en provenance de l'Est du pays transportant la quantité de blé tendre transformée en aliment de bétail à destination de la région Sud du pays, a-t-on précisé. Il a détaillé que les conducteurs des

deux camions ne possédaient aucune pièce justifiant le transport de la marchandise. La quantité de blé saisie a été acheminée vers l'Office national des aliments de bétail (ONAB) de M'sila, ont expliqué les services, rappelant que d'autres opérations de saisies de blé tendre destiné à la contrebande ont été effectuées au cours de cette année dans la capitale du Hodna et qui se sont soldées par la saisie de plus de 1400 qx. Selon les enquêteurs de la Gendarmerie nationale, les contrebandiers vendent le quintal de blé tendre détourné pour constituer un aliment du bétail à 4 000 DA, alors qu'habituellement le quintal de la même céréale est cédé à 2000 DA pour sa transformation en farine ou en semoule.

Djelfa : Une casemate pour terroristes détruite

Une casemate pour terroristes contenant, notamment 5 bombes de confection artisanale, a été détruite samedi dans la wilaya de Djelfa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre d'une opération toujours en cours, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de fouille et de ratissage toujours en cours dans la localité de Oued Sayada, commune de Ammoura, wilaya de Djelfa (1ère Région militaire), un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 16 novembre 2019, une (1) casemate pour terroristes contenant cinq (5) bombes de confection artisanale, six (6) kilogrammes de produits explosifs, une paire de jumelles, ainsi qu'une quantité de denrées alimentaires, des effets vestimentaires et de couchage et divers objets", précise la

même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP "ont arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6ème RM), neuf (9) individus et saisi 2 véhicules tout-terrain, 3 groupes électrogènes, 3 marteaux piqueurs et 6 sacs de mélange de pierres et d'or brut". Par ailleurs et "dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau des drogues dans le pays", des Gardes-frontières et des Gardes-côtes "ont saisi, à Tlemcen (2ème RM) et El-Kala (5ème RM), 80,5 kilogrammes de kif traité", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé trois (3) narcotrafiquants en possession de 14.347 comprimés psychotropes, et ce, lors d'opérations distinctes menées à Bechar (3ème RM), El-Tarf et Constantine (5ème RM)", ajoute le communiqué.

HORAIRE DES PRIÈRES

Sobh	Dohr	Asser	Maghreb	Icha
05:55	12:32	15:22	17:40	19:07